

# CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 45 – août-octobre 2015

11<sup>e</sup> année

PRIX LIBRE



*Tchernobyl, avril 1986. Photo prise le 10 novembre 2000*

**Pendant la catastrophe, le contrôle continue...**

à l'affût **de la démagogie** et des 1 400 beaufs **2-3** à l'affût de la ZAD Mines, la lutte s'intensifie **4** à l'assaut des gendarmeries cadennassées **5** **terrorisation** si Tarnac n'existait pas, faudrait... **6-7** **l'État bienfaiteur...** État social, quand tu nous tiens **8-9** **soyons modernes** perspectives anti-industrielles (fin) **10-12** « La Loi du marché » **13** **infusion** Tankonalasanté **14-15** **santé!** Au cœur d'Ebola **16-17** **dégoupillons!** **laïcité et athéisme** **18-19** **mauvaises lectures** Ceuta, douce prison • Octave Mirbeau • Les Inégalités salariales femmes/hommes... encore? • « Pas client » de Patric Jean **20-22** **rendez-vous** **23** **vous êtes cernés** **24**

## Flonflons, paillettes et démagogie

*La Creuse - on nous bassine souvent avec ce postulat - est une terre de résistance. Mais souvent on peut se demander s'il ne s'agit pas de résistance à l'intelligence. Avec la belle saison les initiatives*

*« résistantes » se sont multipliées : courses de caisses à savons, rassemblement de vieilles bagnoles et autres.*

*Deux manifestations sont particulièrement emblématiques (comme on dit aujourd'hui) de la connerie généralisée.*

LA PREMIÈRE, « AMÉRIC'ARS », organisée à Ars (visez le calibre du jeu de mots), a eu lieu au bénéfice des écoles publiques primaires d'Ars et de Fourneaux : à part le sempiternel défilé de vieilles voitures américaines, le clou de l'événement était la reconstitution d'un camp militaire avec un « musée », c'est-à-dire une exposition d'armes. Après le pitoyable défilé militaire organisé par la ville d'Aubusson à la gloire de la bataille de la Marne (voir *Creuse-Citron*, n° 42), la pédagogie belliciste continue à fournir rêves et fantasmes guerriers aux jeunes et aux moins jeunes.

La deuxième fera date dans l'histoire du sud de la Creuse : le concert de Patrick Sébastien le 16 juillet à Aubusson. 4 000 spectateurs dans une ville de 3 800 habitants, voilà du populisme bien pensé, le concert étant gratuit pour le public. Ce choix d'une icône de la « culture » française et de son esprit de résistance a entraîné quelques réactions, un contre-concert le soir même et plusieurs courriers au Maire d'Aubusson qui, en petit potentat local, en a décidé tout seul tout en faisant payer l'addition par la communauté de communes Creuse-Grand-Sud, dont il est évidemment Président. Au passage, je lève mon verre à toutes les communes résistantes du sud creusois qui se sont laissés embobiner dans cette combine : non seulement leurs impôts atteignent des sommets himalayens, mais en plus ils financent Patrick Sébastien !

Parmi les différentes réactions, voici quelques extraits d'un long courrier adressé par Daniel Fatous, un des piliers du bar associatif (volontairement non-subventionné) Le Fabuleux destin, à la vice-présidente chargée de la Culture de cette communauté de communes.

« [...] Le Fabuleux destin est un lieu de débats spontanés que ne couvre pas la musique au kilomètre. Ce fut le cas à l'annonce du concert gratuit de Patrick Sébastien et de son coût estimé à environ 60 000 euros par la rumeur publique. Aussitôt le contribuable frémit, vous le comprenez aisément. Le citoyen, lui, s'il est un peu responsable, la rumeur ne le satisfait pas. Alors il cherche à obtenir des renseignements fiables : l'accès au budget de cette opération, la trace de la délibération afin de savoir qui a décidé... si quelqu'un(e) s'y est opposé(e) et avec quels arguments. Car le citoyen, il en a des arguments, lui. Il aimerait bien, sinon être consulté en permanence, s'entendre expliquer pourquoi, alors qu'on ne cesse de lui parler de transparence, il est sans cesse confronté à l'opacité et mis devant le fait accompli. C'est que, voyez-vous, à tort ou à raison, il estime encore être en démocratie. Il est pour le moins agaçant de constater que ce que, par simple bon sens et par respect de soi-même, on n'aurait pas fait, ceux qui nous représentent le font sans vergogne. C'est qu'on aimerait comprendre, en ces temps de disette financière affirmée, par quelle déraison on rogne ici des heures et des emplois, pour dépenser là dans le strass et les paillettes. Il n'a peut-être pas lu *La Société du spectacle* de Guy Debord, le citoyen, mais il n'est pas complètement idiot pour autant. Il voit bien qu'au regard de tel refus de subvention opposé à telle ou telle association, pour une somme considérablement plus modeste et pour des projets qui couvriraient, eux, tout une année d'activité, la dépense de ce concert est démesurée et sa décision injuste. Une piscine, bon d'accord, ça coûte plus cher, mais ça reste là, ça peut-servir. [...]



Et puis 60 000 euros, imaginez ! C'est trois années de SMIC grillées en une soirée ! Voilà ce que j'entends et ce que je partage. » [...]

« Au moment où je reprends la rédaction de cette lettre j'achève d'écouter, sur les ondes de France-Inter, un merveilleux concert de Marcus Miller. [...] Vous me direz que tout le monde n'aime pas forcément le jazz. C'est vrai. Et tout le monde n'aime pas forcément Patrick Sébastien. Mais dans l'hexagone exclusivement, au-delà il n'est rien. Sauf peut-être en Belgique, comme spécimen d'arrogance franchouillarde.

La question posée au programmeur n'est pas que les gens aiment ceci ou cela. Si vous distribuez des brioches gratuites à la St-Glin-Glin, vous aurez du monde aux étals, même si les brioches sont mauvaises. Si vous vous dites qu'elles sont bonnes parce que le monde afflue, essayez au moins de comprendre ce qui vous fait mentir. Ce qui vous intéresse alors, c'est le nombre, pas la qualité. Et vous pensez que la qualité n'attire pas le nombre. De sorte que vous ne distribuerez jamais que de mauvaises brioches. Et vous serez responsables d'habituer les gens à bouffer de la merde, ce que la télévision fait beaucoup mieux que vous ! » [...]

**C'est à la minceur des épiluchures  
qu'on voit la grandeur des nations.**

**Signé caporal Casse-pompon**

## 1400 beaufs

CREUSE-CITRON A PRIS PLUSIEURS FOIS position (n° 35 et 43) contre le centre d'engraissement dit des 1 400 veaux en cours de construction à St-Martial-le-Vieux ; une trentaine de projets agro-industriels du même type sont actuellement encouragés par le gouvernement dans le but d'accélérer la disparition de l'agriculture paysanne à dimension humaine. Rappelons qu'il s'agit d'engraisser vite et hors-sol des broutards pour produire de la mauvaise viande de bœuf (il n'y a aucun veau dans l'histoire).

Contesté tardivement par la Confédération paysanne, le projet avance à grands pas et à grands coups de financements publics. Le Conseil général de la Creuse, qui se pare de peinture verte, ou *green washing*, en prenant position



« Je ne peux m'empêcher de penser aux tonneaux de larmes de crocodile que vous avez versés officiellement en janvier sur la mort de Cabu, par exemple, celui-là même qui épinglait la beauté chaque semaine dans le *Canard Enchaîné*. À quoi cela a-t-il servi, dites-moi, si c'est pour dérouler, un semestre plus tard, le tapis rouge sous les pieds d'un beauf de référence ? C'est que vous les voulez vos quatre mille spectateurs et le triomphe populiste qui va avec ! Comme vous avez voulu, en janvier, mettre la foule dans votre poche, prendre un petit bénéfice sur l'émotion spontanée. Un coup le deuil, un coup les paillettes, toujours tendance ! Suivre une pente descendante n'a jamais coûté d'effort à personne. Rien de plus facile que d'y pousser son troupeau. »

C'est ainsi que la démocratie représentative s'épuise et brûle ses dernières cartouches, ici dans le ridicule ou ailleurs comme en Grèce dans la tragédie et l'étouffement d'un peuple. Pour apporter sa pierre à cet édifice, *Creuse-Citron* va organiser, lors des prochaines échéances électorales, un lancer d'urnes dans la Creuse et publiera le Livre d'or des professions de foi des candidats.

Bref, le parti des abstentionnistes fait des émules de jour en jour et ce n'est pas pour nous déplaire.

PATRICK FAURE

contre le projet de mines d'or, alors qu'il n'est pas partie prenante de la décision, ne s'embarrasse pas de considérations écologiques pour financer à hauteur de 75 000 euros le centre d'engraissement.

Les plus actifs à contester le projet sont les membres du collectif « Oui à l'étourdissement dans les abattoirs » (OEDA), des gens qui ne s'intéressent qu'au bout de la chaîne, à la partie visible de l'iceberg, qui croient peut-être que des animaux élevés industriellement ont eu une vie idyllique et ne souffrent pas dès leur conception, qui ne se rendent pas compte que des veaux élevés en batterie ne sont même pas capables de se tenir sur leurs pattes et, qu'avant de s'inquiéter sur la manière de les abattre, il faudrait d'abord remettre en cause le système industriel

qui les produit ; mais là, évidemment, c'est parler politique, ce qui est mal vu quand on aime les gentils petits animaux innocents, encore qu'en y regardant bien le combat pour l'étourdissement rejoint vite un combat plus nauséabond : celui contre l'abattage hallal.

Le 3 juillet, la FDSEA, la SAS Alliance Millevaches (la société porteuse du projet) et la Communauté de communes des Sources de la Creuse invitaient ceux qui soutiennent le projet à venir déguster une génisse à la broche sur le site. Deux ou trois personnes opposées au projet ont eu le malheur d'aller tracter sur le parking. Résultat : embarquement à la gendarmerie pour un contrôle d'identité.

Nous publions ci-dessous la réaction d'une des personnes concernées.

P.F.

*LES MENEURS DE CETTE MASCARADE (la Fédération département des Syndicats d'Exploitants agricoles, la Société par action simplifiée Alliance Millevaches, la Communauté de Communes des Sources de La Creuse), alors qu'ils jouissent de fonds publics pour mener à bien leur ferme-usine, n'ont pas organisé une fête pour le village et ses alentours, mais bien une fête de racolage par l'estomac de personnes susceptibles de les soutenir, voire même de venir gonfler leurs actionnaires qui sont à ce jour au nombre de 12. La S.A.S Alliance Millevaches parle de cinquante actionnaires ! On en est loin !*

*Mais qui a été réellement invité ?*

*Le Président du Parc naturel régional de Millevaches ? Il n'est pas mentionné sur l'invitation ! La S.A.S Alliance Millevaches utilise son logo quand ça l'arrange ! Dans la plaquette de présentation déposée dans les mairies, il est clairement écrit que le projet entre pleinement dans la Charte du Parc naturel régional de Millevaches !*

*Cette date n'a certainement pas été choisie au hasard, puisque le lendemain, s'est tenue à La Courtine une manifestation pour le bien-être animal, organisée par Le collectif « Oui à l'Étourdissement dans les Abattoirs ». Ce Collectif, très controversé, après une première manifestation, le 31 janvier 2015, avait menacé les porteurs de projet d'installer une Zone À Défendre sur le lieu.*

*Ce repas entre amis a permis de resserrer les liens entre les pro-centre*

*d'engraissement, et au Président de la FDSEA Creuse de rappeler aux Creusois qu'ils ont avec eux les fédérations d'autres départements, qu'ils ne sont pas seuls ! Pourraient-ils se montrer menaçants, face aux opposants comme on a pu le voir à Sivens, dans la lutte contre l'englobement de plus d'une centaine d'espèces protégées ?*

*Eh bien non, pas d'esclandre ce jour-là !*

*En revanche, le vendredi, il ne faisait pas bon se promener vers midi aux alentours de Saint-Martial-le-Vieux ! Une armada de gendarmes étaient là ! Pour faire quoi ? Défendre qui ?*

*Une fois les 1000 veaux installés à table, ces messieurs chaudement vêtus avaient certainement le gosier très sec, sous une chaleur accablante et ont rapidement déserté les lieux !*

*Mais il a suffi d'aller mettre quelques tracts sous les essuie-glaces des 4X4 et C15, dont certains ornés d'autocollants de sangliers, pour les faire réapparaître !*

*Trois contrôles d'identité, dont un passage au poste pour quelques photocopies et photo du véhicule !*

*Le fichage continue, et moi j'dis « Non à l'abrutissement des masses » et « Oui à l'étourdissement dans les centres d'engraissement les jours d'inauguration ! » Les veaux à quatre pattes devraient s'installer en septembre ! Préparez vos pistolets à tige perforante, il paraît que c'est sans douleur !*

MOUCHERONNE

### Mines, la lutte s'intensifie

*Des luttes contre des projets miniers se mènent dans le monde entier : Amériques, Europe, Asie. Dès le début, le slogan des opposants creusois a été « pas de mines ni ici ni ailleurs ». En Grèce, au Pérou, en Équateur, des luttes, parfois très longues, ont réussi à stopper des projets miniers. Le deuxième rassemblement-festival « No mines land » a jeté les bases d'une coordination nationale des collectifs anti-extractivisme (mines, mais aussi gaz de schiste, pétrole, etc.). Cette coordination va impulser des actions avec des slogans partagés pour bien montrer que l'enjeu n'est pas que local, mais aussi national et international.*

*Rendez-vous aux alentours du 20 octobre.*

#### Tour d'horizon de la table ronde du festival

Notes de l'un des participants

LES COLLECTIFS réunis autour de la table ronde, lors du festival, ont décidé de se coordonner. Le but de tous est d'empêcher la réouverture de nouvelles mines, et l'objectif d'une coordination est d'avoir un plus fort impact auprès des populations et des médias, rendre la lutte contre la relance minière plus visible du grand public.

L'idée de mettre en commun les travaux est apparue tout de suite avec un aspect très concret pour une apparition commune sur Internet.

Des mots d'ordre et des actions ont ensuite été envisagés. La prochaine COP 21 qui se déroulera en France offre l'occasion d'une mobilisation commune, sur chacun des territoires, pour souligner l'hypocrisie d'un gouvernement qui va prêcher le « vert », se faire le champion de l'écologie, alors même qu'il met en place une politique de relance minière (aidée en cela par une réforme du code minier).

L'idée de colonisation pour nos territoires (que ce soit la Creuse, la Bretagne ou Salsigne) est revenue plusieurs fois. C'est cette colonisation, minière en l'occurrence, qu'il s'agit de dénoncer ainsi que tout son monde capitaliste. Il a été rappelé que nous sommes là en face d'un choix de société (référence à l'opposition contre « Vinci et son monde ») et que la relance minière s'insère dans ce monde de chantage à l'emploi et de productivisme, qu'il se passe et qu'il peut se passer autre chose sur nos territoires à mettre en valeur, par exemple une agriculture paysanne.

JULIEN DUPOUX



#### Projets miniers : la lutte se structure en France Dimanche 26 juillet 2015. Communiqué de presse

ORGANISÉE PAR LE COLLECTIF STOP MINES 23, la deuxième édition du festival No Mine's Land (Terre d'aucune mine) a réuni, ce samedi 25 juillet 2015, plus de 800 personnes à Bord-Saint-Georges en Creuse. À cette occasion, les Creusois ont tenu à rappeler leur attachement à leur territoire et à leur mode de vie, leur refus d'un projet destructeur imposé par les industriels et l'État.

Le festival, qui s'est tenu dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre la méga-industrie minière, a également été l'occasion, pour de nombreuses personnes venues d'ailleurs, d'affirmer leur solidarité avec les populations en résistance aux projets miniers. Le collectif Stop Mines 23 a reçu des collectifs et associations mobilisés contre la relance de l'activité minière dans différentes régions de France, des militants anti-pétrole, gaz de schiste et de houille, des anti-projets d'aménagement routier et des activistes anti-mines équatoriens venus témoigner de la solidarité des communautés en lutte contre les mines en Intag (Équateur).

Les discussions engagées ont fait naître des idées d'actions communes et la volonté de se coordonner, de fédérer les forces, les informations et les idées.

**Notre mouvement n'a pas de leader. Notre vision de société n'est pas celle qu'on cherche à nous imposer. Nous refusons la politique de l'oxymore : une mine responsable n'existe pas. Elle est seulement responsable – et coupable – des pollutions durables, des destructions de territoires, d'écosystèmes, du tissu social et économique, et de la vie. Des alternatives existent !**

**NON AUX MINES, OUI À LA VIE !**

Signatures :

Collectif Stop Mines 23 (Creuse)

Collectif Douar Didoull (Côtes d'Armor)

Collectif Mines de Rien (Côtes d'Armor-Morbihan)

Gratte Papiers Aude (Aude)

Maiouri Nature (Guyane)

Association Rouez-Environnement (Sarthe)

Association de défense des riverains et de protection de l'environnement des mines et usines de Salsigne et de la Combe du Sault (Aude)

Collectif ALDEAH (France et Amérique latine)

Collectif Causse Méjean - Gaz de schiste NON ! (Lozère)

Collectif citoyen non aux gaz et pétrole de schiste et de houille (Paris)

ERRATUM : Dans le n° 44 de *Creuse-Citron*, page 4, dans un article sur le mécanisme de délation nommé « Correspondants citoyenneté » mis en place par le conseil municipal d'Eymoutiers, nous avons par erreur bombardé l'auteur du texte, Serge Quadrupani, « conseiller municipal », ce qu'il n'est pas. Par ailleurs, ce ne sont pas les « 17 autres membres du conseil » qui ont voté cette délibération mais, « tous les conseillers de la majorité présents ».

Voilà la rectification est faite, mais nous aurions préféré avoir à rectifier directement le conseil municipal et ses tendances liberticides.



## Action collective sur la gendarmerie d'Eymoutiers et procès d'un habitant du Plateau de Millevaches

*Suite à l'assassinat de Rémi Fraisse par les forces de l'ordre, un certain nombre de gendarmeries se sont retrouvées cadenassées symboliquement pour dénoncer le danger que représentent pour la population ces forces d'un prétendu ordre que nous contestons. Le cadenassage de celle d'Eymoutiers s'est fait au grand jour dans une ambiance festive. Les gendarmes ont assisté à l'opération sans intervenir. Cela constitue une faute grave car un représentant de cet ordre ne doit pas assister à un délit sans intervenir. Cette non-intervention peut être considérée comme une provocation et un encouragement à commettre un délit. Si quelqu'un doit aller au tribunal, ce sont les gendarmes ! Nous reproduisons ci-dessous le tract de soutien à l'inculpé.*

**Rendez-vous le 3 septembre 2015 à 8h30**

**devant le tribunal de Guéret.**

**Ne nous laissons plus écraser !**

***UN HABITANT DE LA MONTAGNE limousine est convoqué devant la justice le 3 septembre 2015 à Guéret, pour répondre personnellement d'une action collective menée suite à la mort de Rémi Fraisse.***

Rémi Fraisse a été tué par les gendarmes dans la nuit du 25 au 26 octobre 2014. La grenade qu'ils ont projetée sur lui, dont l'usage est de plus en plus fréquent dans la répression des manifestations, est une arme de catégorie militaire contenant du TNT. Son explosion au contact immédiat du corps du manifestant l'a tué sur le coup, lui sectionnant la moëlle épinière et lui perforant un poumon.

Le samedi 8 novembre 2014, près d'une centaine d'habitants de la Montagne limousine se sont rassemblés à Eymoutiers pour manifester leur rage et leur solidarité suite à cet assassinat. Le rassemblement s'est déplacé jusqu'à la gendarmerie du village, où après avoir installé un espace convivial de pique-nique, de musique et de chants, plusieurs personnes ont apposé des cadenas et des chaînes sur les portiques d'entrée de la brigade. Ce jour-là le message était clair : les gendarmes sont dangereux, il faut les empêcher de nuire par nous-mêmes. Trente minutes après le départ des manifestants, les dispositifs de fermeture étaient déjà détruits, et les gendarmes pouvaient reprendre leurs activités normales.

Quatre mois plus tard, la ZAD du Testet n'existait plus, expulsée sans ménagement au mois de février par une coalition réactionnaire assez inédite, qui vit cinq sections départementales de la FNSEA menacer et agresser les occupants sous l'œil approuvateur des mêmes forces de gendarmerie.

Sept mois plus tard, paraissait le rapport d'une commission de l'Assemblée nationale, créée à l'issue de l'assassinat du mois d'octobre, pour enquêter sur la répression des manifestations. Loin de limiter les méfaits des forces de l'ordre, ce rapport a le culot de proposer de nouvelles mesures de contraintes, qui vont de l'assignation à résidence préventive pour des personnes ciblées, à l'extension des interdictions de manifester, en passant par la possibilité d'effectuer préventivement un contrôle de l'identité de la totalité des participants, la systématisation des « lanceurs de balle de défense », et la création d'unités de répression spécialisées.

Ils sont restés sourds aux interventions d'une demi-douzaine de personnes éborgnées par les flashballs ou les « lanceurs de balles de défense » (*sic*) de la police.

Ils font comme si la cause de la mort de Rémi était simplement le fait qu'il a participé au rassemblement du Testet (s'il n'y avait pas été il ne serait pas mort), et non le fait que les gendarmes nous tirent dessus avec des armes militaires.

Sept mois plus tard, également, se bouclait une enquête de gendarmerie relative

à l'action du 8 novembre à Eymoutiers. Ses conclusions menaient à la convocation d'un habitant de la Montagne devant le tribunal de Grande Instance de Guéret au mois de septembre, pour répondre du ronflant chef d'inculpation suivant : entrave à la circulation de personnel et de matériel militaire en vue de nuire à la défense nationale. Un délit passible de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende... pour réprimer une action symbolique et collective !

Ce n'est pas un cas isolé : plus de cinquante personnes sont actuellement en prison, ou assignées à résidence, sous contrôle judiciaire, ou convoquées devant la justice, suite à des manifestations similaires partout en France.

Il est des séquences politiques dont l'enchaînement peut se lire comme un message de la machine à gouverner et à écraser. Celui qu'on nous envoie aujourd'hui est clair :

Tuer les manifestants et les perturbateurs fait partie du travail des forces de l'ordre. Le gouvernement les soutient. Il renforce leurs armes, il renforce leur présence, et se tient prêt à réprimer toute contestation quant à la direction qu'il a choisie.

Nous comprenons le message, et nous saurons y répondre, de mille manières. Dans l'immédiat, une de ces réponses passe par le soutien aux personnes visées par leur politique de la terreur.

Contact et inscription à la liste d'infos : [soutien@riseup.net](mailto:soutien@riseup.net)

## 6 – terrorisation

### **Si Tarnac n’existait pas, il faudrait l’inventer... ce qu’ils ont fait !**

*Au-delà du seul « soutien », retrouver des perspectives communes d’action et d’autodéfense.*

*Proposition discutée lors de l’assemblée de soutien aux mis en examen de Tarnac à Faux-la-Montagne, Montagne Limousine, le 4 juillet 2015.*

*Aux dits « comités de soutiens aux inculpés de Tarnac »,  
qui se sont élevés dès 2008 contre la série d’arrestations  
qui a donné lieu à ce qu’on appelle « l’affaire de Tarnac » ;  
À tous ceux qui ont eu à subir la répression d’État  
pour leurs activités subversives ;  
À tous ceux qui ne comptent pas se laisser broyer  
par la Réaction qui (re)vient ;  
À nos amis...*

Chers camarades et amis,

Du temps a passé depuis les arrestations de l’automne 2008, qui virent des milliers de personnes s’élever contre une opération de création d’un ennemi intérieur dont les misérables ressorts n’ont trompé personne.

Pour beaucoup, ladite « affaire de Tarnac » était déjà de l’histoire ancienne, lorsqu’en ce début de mois de mai, deux jours après le premier passage à l’Assemblée nationale du texte de la nouvelle Loi de Surveillance, le parquet de Paris a fait paraître par voie médiatique les conclusions de son travail : une proposition de renvoi devant la justice qui maintient les accusations de terrorisme pour une partie des inculpés, demande des poursuites pour faits de délinquance pour une partie des autres, et propose un non-lieu pour deux d’entre eux.

Sept ans après le début, en avril 2008, de l’enquête préliminaire qui mena à l’arrestation de nos amis au mois de novembre suivant, dans le contexte de délire répressif d’une Michèle Alliot-Marie qui a depuis « explosé en vol », et de tout un gouvernement, qui voyaient à tous les coins de rue de dangereux « terroristes d’ultragauche », on peut dire que la situation politique ne s’est guère améliorée. Et, de fait, à tous les coins de rues aujourd’hui, on voit plutôt des flics en armes, des dispositifs de surveillance et des appels à la « vigilance citoyenne ».

En octobre dernier, vous avez vu, comme nous, un jeune manifestant écologiste se faire tuer par une grenade de la gendarmerie à Sivens.

Comme nous, vous avez vu par la suite le gouvernement profiter toute honte bue des dramatiques assassinats à *Charlie Hebdo* pour redorer sa popularité en berne, mobiliser la population derrière sa bannière « antiterroriste », et produire à destination des médias (les mêmes qui diffusaient un mois plus tôt les images de la révolte consécutive à l’assassinat de Rémi Fraisse) l’image inverse d’un peuple prêt à serrer les CRS dans ses bras.



Nous avons tous vu, également, les socialistes préparer la loi de surveillance de la population la plus intrusive qui puisse s’imaginer aujourd’hui, au mépris de toute opposition, si pacifique fût-elle ; tout comme nous avons vu l’enquête parlementaire consécutive à la mort de Rémi Fraisse se transformer en plaidoyer pour la séparation, à coups de flashballs et d’unités spéciales, entre les manifestants respectables et inoffensifs et ceux qu’il faut exclure du grand cirque de la contestation autorisée, proposant comme principale réponse aux meurtres policiers, l’interdiction de manifester.

Trois ans de Manuel Valls et de François Hollande, généreusement épaulés par des Alain Bauer et autres « conseillers spéciaux », auront suffi pour mettre en œuvre une « gouvernance » criminelle, qui ne prend même plus la peine de faire semblant, sans un seul sursaut massif de ceux sur qui elle s’exerce. Trois ans à l’issue desquels la police politique qu’est la DGSI – version 2.0 de la DCRI qui organisa, parmi tant d’autres, les arrestations de l’année 2008 – se retrouve en position de concrètement gouverner le pays.



À propos de la Loi de Surveillance, on nous parle de « rendre légal ce qui était illégal ». C’est-à-dire, de pouvoir appliquer à tous et n’importe qui, et sans recours possible, des mesures similaires à celles qu’ont eu à subir les mis en examen de Tarnac et leurs proches, ainsi que tous ceux qui ont eu le malheur d’attirer un peu trop l’attention de la police politique et de ses alliés : arrestations et gardes à vue musclées par des flics en cagoule, contrôles judiciaires et échéances kafkaïennes, et autres pressions quotidiennes.

Pourtant, n’oublions pas que s’autoriser à faire quelque chose qui n’était pas admis auparavant, n’est pas l’apanage des gouvernements.

L’histoire montre que c’est avant tout une question de rapports de force, au cours desquels nous avons connu quelques belles victoires. Et il est vrai que *nul ne peut arrêter le flot révolutionnaire lorsqu’il monte*. Nulle digue, qu’elle soit faite de police politique et d’arrestations préventives, de barrières de CRS et d’armes « de catégories militaires », ou de pression quotidienne à la concurrence et à l’auto-exploitation, ne pourra empêcher la construction de forces *concrètement antagonistes* à cet ordre abject.

En 2008, lorsque 58 comités de soutien aux mis en examen de Tarnac se sont créés, nous avons été surpris et réjoui par leur

nombre et leur vivacité. Partout des voix partageaient leur défiance pour les minables stratégies médiatico-policières et s'élevaient pour appuyer des activités contestataires ou révolutionnaires dont elles se sentaient proches.

Aujourd'hui et après tant d'années, nous pourrions souhaiter simplement que les mêmes voix s'élèvent à nouveau. Mais à la vérité, nous souhaitons bien plus que cela. Nous souhaitons en finir avec tout ce qui cherche à contrôler, interdire ou réprimer, ce qui pour nous est possible et désirable.



Comme l'écrivaient les mis en examen en 2009, « il n'y a pas neuf personnes à sauver [...] »<sup>1</sup>. Dans la tourmente qui prend forme sous nos yeux, c'est bel et bien tous ceux à qui l'on pourra reprocher « d'avoir quelque chose à cacher » – et en premier lieu, leur défiance envers l'actuelle marche du monde – qui sont concernés par les mesures actuelles, autant que par l'issue d'un procès qui pourrait bien avoir valeur de précédent, et légitimer les répressions à venir. Il devient urgent de réinventer des perspectives communes d'action et d'autodéfense, à même de nous protéger pratiquement contre le délire de l'actuel gouvernement et de ses successeurs, ainsi que de faire exister concrètement des espaces de partage, de solidarité, de subversion réellement effective d'un ordre définitivement nauséabond.

À leur surveillance générale, sachons opposer des mesures d'autodéfense, notamment numériques, qui nous permettent de nous organiser en dehors de leurs radars. Sachons refuser de nous plier à des mesures ostensiblement mises en place *contre nous et nos proches*. Les fournisseurs d'accès peuvent refuser d'installer les « boîtes noires »; les programmeurs et techniciens informatiques *peuvent* refuser d'écrire des logiciels espions, tout comme ils *peuvent* participer à la diffusion d'une multitude de logiciels de protection.

À leurs définitions des formes autorisées de contestation, sachons opposer toutes les formes qui nous sembleront opportunes – ce n'est pas au *pouvoir* de déterminer comment on doit s'opposer à lui. Nous pouvons imaginer dès aujourd'hui une marche de milliers de personnes, sans doute « non déclarée », qui fonderait sur l'île de la Cité (où se trouve le Palais de Justice de Paris) pour accompagner les mis en examen de Tarnac le jour de leur procès, et rendrait impossible toute prétention à les condamner – eux comme tous ceux qui pourraient suivre. Tout

comme nous *pouvons* inventer ou réinventer des formes d'action aptes à bloquer concrètement leurs dispositifs et leurs machines infernales.

À leurs politiques de la terreur et de l'atomisation, sachons opposer la confiance que savent se donner les volontés prêtes à construire ensemble des existences qui vailent d'être vécues. Nous pouvons mettre en place partout des assemblées de quartier, des occupations de place, des espaces de partage concret. Des espaces dans lesquels la vie ne serait pas une somme de contraintes et de normes veillant à maintenir la concurrence de tous contre tous, sous l'œil écrasant des multinationales, des États et de leurs polices politiques.

À leur rouleau compresseur électoral, sur le point de démarrer pour 2017, prêt à nous prendre en étau entre le spectre du terrorisme et celui du fascisme, sachons opposer une reprise collective du politique. Nous *pouvons* retrouver une temporalité et des perspectives politiques qui se moquent de leurs échéances, pour leur préférer la construction patiente et résolue de mondes enfin habitables.



## Gardien de la paix Terroriste Soutien aux inculpés de Tarnac

> Le Bourg 19170 Tarnac // [www.soutien11novembre.org](http://www.soutien11novembre.org) // [11novembre-soutien@gmx.com](mailto:11novembre-soutien@gmx.com)

Reprenons la main.

Car plus que jamais, il y a bel et bien « un ordre à faire tomber » – et tant de possibles à rouvrir.

CONTACT :  
[plateau-insoumis@riseup.net](mailto:plateau-insoumis@riseup.net)

1. « Il n'y a pas neuf personnes à sauver, mais un ordre à faire tomber ». Tribune d'Aria, Benjamin, Bertrand, Elsa, Gabrielle, Manon, Matthieu, Yildune. *Le Monde*, 16 mars 2009.

### État social, quand tu nous tiens...

*S'il y a une chose sur laquelle généralement tout le monde est d'accord, quoi qu'on puisse penser par ailleurs de notre gouvernement et de la démocratie représentative, c'est sur les bienfaits de l'État social. Tout au plus pense-t-on qu'il est insuffisant et mal organisé. Curieusement, les plus critiques envers l'État social sont ceux qui en bénéficient le plus. Mais l'acrobatie rhétorique qui consiste à présenter les contraintes comme des droits et l'oppression comme une protection n'a pas fini de brouiller les pistes.*

LES BIENHEUREUX BÉNÉFICIAIRES intègres de l'État social, chômeurs, RSAstes, bénéficiaires de l'Asile, mères isolées, allocataires de tout poil, ont souvent tendance, eux, à se sentir beaucoup plus harcelés, traités comme des coupables, soumis à toutes sortes de chantages et à des contrôles aussi vétilleux que byzantins, traînés dans la boue, soupçonnés de tout et de n'importe quoi, espionnés jusque dans les détails les plus intimes de leur vie privée qu'aidés. Comme c'est étrange et paradoxal, le chien mord la main du maître qui le nourrit. Peut-être, dirait Oscar Wilde, que les pauvres ne sont pas très enclins à remercier pour les miettes qui tombent de la table des riches : ils savent qu'ils devraient être assis parmi les convives devant une assiette pleine. Ceci est un point important dans une société qui, quoique les plus riches y gagnent environ 800 000 € par an et les plus pauvres guère plus de 6 000, brandit comme un étendard passablement froissé et troué l'égalité de tous. Ce que les pauvres commencent à savoir aussi, c'est que l'État social est le garant le plus sûr du maintien des inégalités, voire de leur accentuation. Être bénéficiaire de l'aide sociale, c'est se retrouver dans une nasse, un cul-de-sac social pour des générations. C'est souvent être cantonné dans des ghettos comme les Minguettes, la Paillade, le Mirail ou Valdegour, c'est-à-dire avoir une carte de visite qui ressemble à la crécelle des lépreux. Ces quartiers, on le sait, sont sous-équipés, en périphérie des villes, mal desservis, souvent isolés par des rocades, sillonnés par des patrouilles de flics particulièrement agressifs. On ne s'étonnera pas que la France qui est Charlie n'ait pas calculé la France qui

n'était pas Charlie : elle ne la croise jamais. Les populations les plus déshéritées se trouvent être en majorité d'origine extra-européenne, ou historiquement discriminées comme c'est le cas pour les Tsiganes. Survolant Fonbarlette, les Mureaux, les quartiers nord de Marseille, le Val Fourré, Monclar, les 3000 et j'en passe, on ne peut éviter l'impression pénible qu'il va en falloir de l'État social pour compenser le manque absolu de mixité sociale géographique : les écoles sises dans ces quartiers ont toutes les chances d'y regrouper les enfants dont la situation sociale est la plus extrêmement contradictoire avec ce qu'on appelle l'idéal républicain. Apprendre la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ou la France des Droits de l'homme aux enfants des Tartarets revient à peu près à apprendre à coups de trique aux Indiens colonisés que Dieu est amour et qu'il est le seul Dieu. La jeune bénéficiaire de l'Asile qui vit en hôtel pouilleux depuis 6 ans et a eu le culot de se marier et d'avoir un enfant, l'irresponsable, ne se sent pas la moindre reconnaissance envers la puéricultrice qui la menace de lui retirer son bébé et de le placer si elle ne va pas au boulot fissa plutôt que de prétendre faire des études. Le chantage le plus récurrent sur les familles les plus vulnérables porte sur le placement des enfants. Ce n'est pas un fantasme : sur sept ans de travail auprès des bénéficiaires de l'Asile en France, qui souvent ont fui leur pays pour sauver leurs enfants et leur assurer un avenir, une assistante sociale de la Cimade\* signale au moins une trentaine de retraits d'enfants. La plus grande peur des plus pauvres est de voir leur famille détruite, brisée, et de ne plus jamais pouvoir la reconstituer. Le déni des liens familiaux

fait plus penser au servage ou à l'esclavage qu'à l'idéal de garantie sociale. Il est pourtant courant. Les plus pauvres ont toujours peur de cet arbitraire qui menace leurs liens affectifs les plus profonds. Si une famille avec un enfant est en grande difficulté sociale, on va plutôt placer l'enfant et envoyer la mère dans un foyer pour femmes, le père dans un foyer pour hommes qu'aider les trois à rester ensemble. Ce qui caractérise le rapport des plus pauvres avec les personnels sociaux, ce n'est pas la confiance et la reconnaissance mais la peur, la haine et un sentiment d'impuissance devant l'arbitraire. Certaines assistantes sociales, certains employés de la CAF ou de Pôle Emploi sont vus comme des bourreaux aussi malveillants que tout-puissants. Une jeune Tchétchène réfugiée, bien qu'elle vienne de Grozny et ait mangé du bois dans une cave pendant des années au milieu des bombes, ne parle pas de la France comme d'un pays d'accueil et de paix : elle a dû aller jusqu'à la menace de suicide pour ne pas être séparée de son enfant. Les modalités même des aides, assorties de contrôles intrusifs qui déshumanisent et infantilisent complètement ceux qui les subissent, en révèlent d'ailleurs la nature réelle : il s'agit bien de soumettre, réprimer et diviser. Une mère isolée doit cacher qu'elle a un amant : on lui supprimerait ses aides. L'appel récurrent à la délation lors des enquêtes sociales, la pratique courante de la dénonciation, le déni de toute capacité ou de la moindre compétence, la dépossession de tout projet éducatif qui ne rentre pas dans les clous, le flétrissement de tout mode de vie qui s'écarte un peu de la norme bourgeoise, la conditionnalité féroce et parfois irréalisable de l'aide en révèle la fonction



réelle, qui n'est pas d'aider mais de maintenir à leur place, d'y cimenter littéralement les populations les plus pauvres, réservoir de main-d'œuvre à prix cassé constamment renouvelable, contrainte et muselée. L'objectif global est que les pauvres le restent afin que les riches le restent aussi, et pour cela il faut que les classes moyennes soient convaincues que l'aide est une aide et non un mécanisme très efficace de sauvegarde des inégalités, et donc des privilèges de quelques-uns au détriment de beaucoup d'autres.

Il faut savoir, d'ailleurs – ce que savent les pauvres – que l'aide sociale atterrit principalement dans la poche des plus riches : les APL permettent de ne pas encadrer les loyers et sont versés aux propriétaires. Les pauvres n'en profitent pas : cette compensation va directement dans la poche de ceux qui ont déjà. De même, le RSA activité se substitue à une politique de soutien du prix du travail, qu'on encourage à s'effondrer en supprimant

la part sociale des salaires, improprement appelée charges patronales, si bien qu'il devient en effet impossible de gagner sa vie en travaillant : à Paris, quand on gagne 700 € par mois et que le loyer du studio de 20 m<sup>2</sup> est à peu près à ce prix, situation de la plupart des pauvres, on ne peut absolument pas vivre sans l'aide sociale. Mais plutôt que de la considérer comme une aide, ce qu'elle n'est pas, on ferait mieux de l'analyser pour ce qu'elle est : une garantie de force de travail bradée et donc de profits opulents pour les patrons, qui se trouvent être aussi, souvent, des propriétaires, libres, grâce aux APL, de faire flamber les loyers qu'ils extorquent aux gens que par ailleurs ils sous-payent. Sans aide

sociale, la chose serait faisable aussi, mais elle ne porterait pas le doux nom de Démocratie. On tirerait dans le tas comme ailleurs. Le masque tomberait.

Le système de santé est à peu près à l'avenant : je ne connais pas de pauvre qui y ait accès. Les médecins sont absolument libres de pratiquer des dépassements d'honoraires, comme de refuser les patients CMU. Le système de remboursement les arrose comme des plantes en pot mais ne compense pas suffisamment les dépassements pour que des gens qui vivent avec moins de mille euros par mois puissent se payer le luxe de soigner autre chose que leur grippe hivernale. S'ils ont de sérieux problèmes auditifs,

dentaires ou de vue, ils resteront à peu près en l'état ou seront soignés honteusement mal. Dans cette société idéale, on sait que les « inactifs non retraités », alias la chiourme précaire qui se débrouille comme elle peut, vit dix-sept ans de moins qu'un cadre sup', tandis qu'un ouvrier vit sept ans de moins, et en plus en mauvaise santé.

Les chômeurs savent très bien comment ils sont traités : comme une ressource à la disposition des patrons. Ainsi telle jeune femme trilingue, licenciée d'histoire malgré sa condition sociale, se voit supprimer son RSA et est automatiquement versée dans la case : hôteesse, nettoyage.

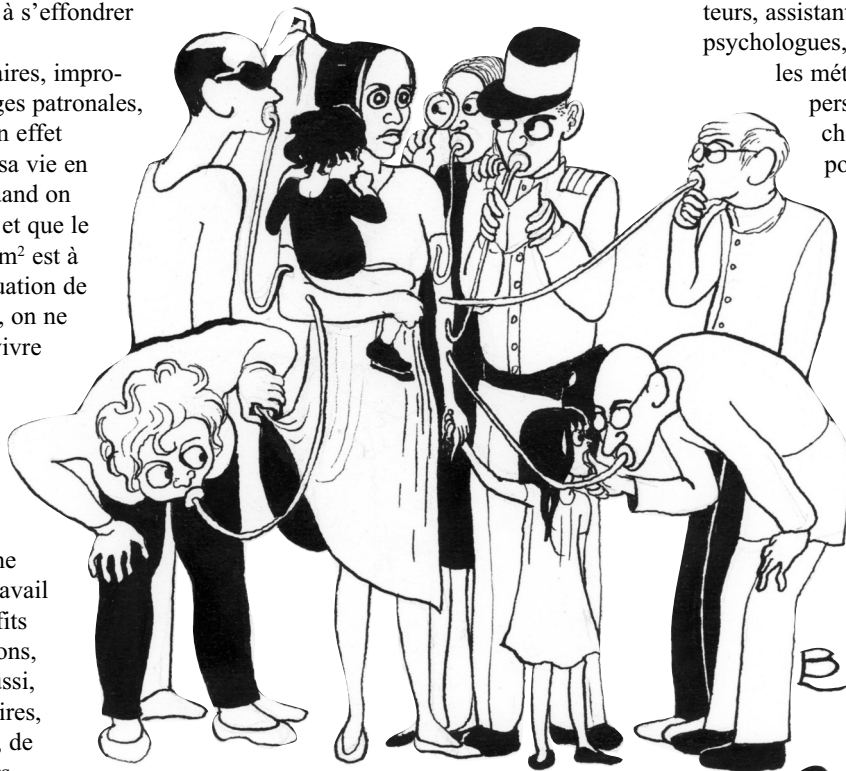
Les seuls pour lesquels l'État social est une manne réelle sont les

classes moyennes qui vivent de la pauvreté comme d'une ressource minière : médecins engraisés par la Sécurité Sociale, éducateurs, assistantes sociales, flics, matons, psychologues, enseignants publics, tous les métiers de l'aide à l'enfance, personnels hospitaliers, qui touchent des salaires corrects pour gérer, encadrer, guider, surveiller, orienter, soigner, contrôler les pauvres. Système social canibale, mais qui explique que dans ce pays, l'État social soit principalement défendu par ceux qui en sont les rouages et non par ceux qui en sont les principaux bénéficiaires.

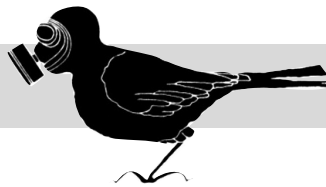
LAURENCE BIBERFELD

\*La Cimade – Comité inter mouvements auprès des évacués – est une association loi de 1901 de solidarité active avec les étrangers. Elle est membre de la Fédération protestante de France.

## Sans l'État social...



## Que deviendraient-ils ?



## Quelles perspectives anti-industrielles (2<sup>e</sup> partie)

*Suite de la présentation des idées défendues par le collectif éditorial des Éditions de la Roue dans deux ouvrages récents.*

### À propos du territoire

Nous avons terminé la première partie de cet article (dans le précédent numéro de *Creuse-Citron*) par une présentation du texte *De la démocratie villageoise à la démocratie directe*.

La *Lampe hors de l'horloge* (Éd. de la Roue, 2014) contient un autre texte intitulé «Bref exposé de la notion de territoire et de ses implications», qu'il est utile de lire en parallèle, tant ils se répondent et se font écho.

### Les hommes et leur milieu

La première idée d'importance de ce texte est qu'il ne s'agit pas de comprendre le territoire simplement comme un espace géographique, mais, à la suite des Romains, comme l'interaction d'un espace (la ville, les campagnes, et encore les terres naturelles ou sauvages subsistant autour), de ses habitants, et de leurs activités et «institutions».

Le territoire entendu ici est le lieu où se déploie l'histoire d'une communauté. C'est la manifestation de l'interdépendance des hommes et de leur milieu, le résultat du métabolisme de l'homme avec la nature plus ou moins transformée.

Cette acception du territoire est donc à l'opposé de la définition étroitement utilitariste et quantitative, gestionnaire (fût-elle écologique) qui est celle des diverses formes de bureaucraties contemporaines (développement local et durable, planifications de l'aménagement du territoire, etc.).

Cette définition rencontre rapidement l'idée d'auto-gouvernement : le territoire est le cadre dans lequel une société s'organise, se donne des lois et décide de son destin. Les auteurs brossent un tableau synthétique de ce relatif auto-gouvernement local, de l'antiquité à l'époque moderne.

Ils mettent en parallèle les institutions démocratiques paysannes médiévales et les institutions communales qui se sont à la même époque épanouies dans les villes naissantes.

Ils n'opposent pas villes et campagnes mais décrivent plutôt des réalités complémentaires, où ont été expérimentées «deux formes distinctes de raisons et par conséquent deux formes différentes de libertés».

Pour les auteurs, cette définition du territoire est à la fois un idéal ou un programme, et une réalité historique qui a organisé les sociétés et a persisté bon an mal an jusqu'à l'époque moderne, l'industrialisation et l'avènement conjoint du capitalisme et de l'État moderne.

### Transformer le territoire en capital

La deuxième partie du texte décrit ce que deviennent les territoires lorsque ces forces dissolvantes finissent par imposer pleinement leur domination, par transformer le monde.

Si la ville ne s'oppose pas à la campagne, avec l'avènement de l'époque moderne, c'est l'urbain qui s'oppose aux territoires, à la fois aux villes et aux campagnes (et aux zones plus sauvages qui subsisteraient) : il les colonisent et les détruit progressivement – il les aménage.

«*La société de classe est une société urbaine et non une société citadine [...] la civilisation urbaine est anti-ville*». À son aboutissement, «*l'urbain a envahi et déshumanisé l'espace social [...] le territoire n'est plus qu'un espace suburbain résultat du nouveau modèle barbare d'occupation. [...] [il] est donc devenu principalement un espace de circulation des véhicules.*»

Les auteurs rappellent que le développement du capitalisme moderne implique, dès ses origines et toujours davantage, le développement d'infrastructures et de réseaux de transports puis de communication ; et qu'il s'appuie autant sur la spéculation foncière, sur la «*transformation du territoire en capital*» (pour construire ses réseaux, comme pour le logement etc.), que sur l'industrie proprement dite.

Ils brossent un tableau historique de cette «colonisation» intérieure : de l'amé-

nagement «sauvage» initial, à une planification progressive et, à partir des années quatre-vingt, la progression d'un développement durable et vert, face à la montée des conséquences destructrices des aménagements antérieurs : une tentative d'optimiser l'exploitation des territoires et leur intégration dans le capitalisme mondialisé (énergie, tourisme etc.).

### Survie de l'espèce humaine

La dernière partie du texte se veut programmatique.

Si l'on considère que «*la catastrophe est à la fois le résultat et le préalable du fonctionnement capitaliste contemporain*», alors on conçoit que «*le territoire est devenu la contradiction qui contient toutes les autres pour le système capitaliste*».

La poursuite prétendument illimitée de l'exploitation/destruction du territoire – ressource limitée – menace les fondements de l'économie.

Mais également, l'artificialisation complète de l'espace social, où s'accumulent les nuisances, rend problématique la survie même de l'espèce humaine.

Les auteurs précisent leur position par rapport à l'ancienne définition du prolétariat comme étant ceux qui sont expropriés des moyens de production.

«*Dans une société où l'exploitation est fondamentalement technologique, les opprimés ne forment pas une classe, puisqu'ils ne sont rien d'autre que des prothèses de la machine, des masses faites à l'image du monde urbain dans lequel ils survivent.*»

Les auteurs affirment donc que, désormais, le combat anticapitaliste par excellence est la défense du territoire, et qu'il faut définir la lutte du prolétariat comme «*la protestation contre l'expropriation totale de la vie*» et «*la critique de la vie quotidienne en acte*».

Le projet social à l'horizon est la (re)constitution d'une symbiose entre villes et campagnes, impliquant le démantèlement des conurbations<sup>1</sup> urbaines et l'autogouvernement, mais non l'abolition des villes.

« Désurbaniser la campagne et ruraliser la ville, revenir au champ et retourner à la ville, telles sont les lignes convergentes d'une future révolution antiétatiste et anti-capitaliste. »

Cette perspective pose évidemment d'énormes problèmes avant d'atteindre un « rééquilibrage » des populations : les mouvements de désertion et de dépeuplement des conurbations, de repeuplement des campagnes, de reconstruction de villes digne de ce nom, ces mouvements vont se dérouler à des rythmes différents et sans coordination.

D'autre part, les luttes dans les conurbations, essentiellement destructrices, risquent d'être égarées par des idéologies nihilistes et messianiques. À l'opposé, les aspects constructifs seront plus accessibles aux luttes dans les campagnes, mais cela les rendra plus aisément fragiles aux idéologies citoyennistes et ruralistes.

Les auteurs concluent ainsi leur exposé : « Sécession et résistance n'ont pas pour seul objectif une survie isolée : elles doivent permettre la consolidation de la communauté et l'abolition du capitalisme. [...] [Elles] ne doivent pas devenir des voies "altercapitalistes" et des prétextes à l'inactivité ou au citoyennisme. »

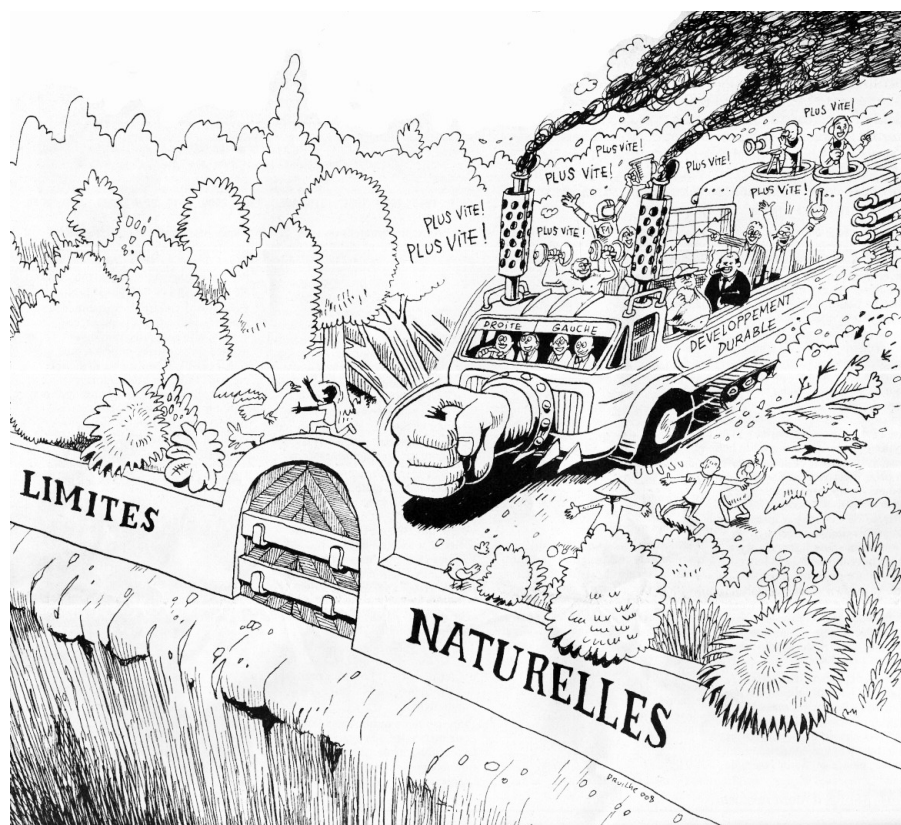
#### En guise de conclusion provisoire

Arrivé à la fin de cet exposé, se pose la question du crédit qu'il faut accorder à ces analyses et perspectives.

Leur grand mérite est de proposer une description convaincante de la situation présente, et des problèmes qui se posent à nous ; et aussi de proposer, en face, une perspective qui réponde « point par point » à cette situation.

Si l'on pense que la vieille alternative – socialisme ou barbarie – reste bien exacte, alors les propositions de la critique anti-industrielle qu'énonce la Roue sont de celles qui permettent de se faire une idée de ce que devrait être ce « socialisme » pour constituer réellement cette alternative.

Il semble censé de penser que l'on ne pourrait – sans une remise en cause aussi profonde, à la fois de la société actuelle,



des tendances historiques qui nous y ont conduit, et du vieux projet d'émancipation – espérer que se développe une issue à la barbarie présente, et à celle qui s'annonce.

Il faut noter au passage que l'originalité des idées de la Roue tient d'abord à la volonté de remettre en avant et en jeu aujourd'hui, en les articulant, un certain nombre d'idées souvent anciennes :

- fusion état/capital/appareil industriel et technoscientifique,
- démocratie directe comme moyen et comme fin ; dialectique liberté individuelle/communauté historique,
- critique de la vie quotidienne comme terrain central de la critique sociale,
- ou encore l'écologisme comme nouvelle idéologie de pointe du pouvoir.

La mise en avant même des « luttes territoriales » n'est pas inédite : *L'Encyclopédie des Nuisances* (EdN) l'avait proposée comme perspective centrale à ses partisans dès la fin des années 1980 (voir « Adresse à ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer », *EdN*, n° 15).

Mais la question n'est pas d'être ou non absolument original, c'est de dire au bon moment des choses qui peuvent servir.

Le problème principal que posent ces perspectives est le suivant : Quelles sont leurs chances dans la situation où nous

sommes arrivés ? Et donc : à quoi peuvent-elles servir ?

Malgré les folles prétentions de notre époque, personne ne peut prétendre connaître l'avenir (même si une partie considérable en est déjà bel et bien écrite de façon indélébile : la demi-vie du plutonium 239 est de 24 000 ans...).

Toute perspective révolutionnaire contient un pari ; faire aujourd'hui, en toute conscience, un tel pari, est sans aucun doute assez déraisonnable : mais nous n'y pouvons rien, ce n'est pas nous qui avons choisi de jouer à la roulette russe avec l'histoire des hommes et de la nature.

Pour qui ne veut pas s'abandonner à la passivité, au renoncement – à la vie routinière, machinique autant que machinale, sans horizon – il n'est d'autre choix que de parier sur le peu de perspectives disponibles, et d'essayer de le faire, donc, en toute conscience.

Les camarades de la Roue parient essentiellement sur trois choses pour voir réapparaître un courant émancipateur de quelque poids.

D'abord sur une conviction en quelque sorte « transhistorique » : tout reste toujours possible, l'instinct de révolte est indéradicable dans l'homme – en tout cas il n'a pas encore été déradiné (Arendt, avec une conviction semblable, écrit, de

## 12 – soyons modernes

façon émouvante, que chaque fois qu'un être humain naît, quelque chose de nouveau, de radicalement nouveau, peut advenir avec lui).

Plus immédiatement, ils attendent beaucoup de l'aggravation de la crise multiforme que nous connaissons.

Nous avons appris à nous méfier de la confiance dans les crises comme «accoucheuses des consciences».

Il n'empêche que la relative paix sociale que la société de consommation a achetée en Occident pour quelques décennies touche, d'une façon ou d'une autre, à sa fin : il va bien falloir que soit renégocié le «mode de vie non négociable» des prétendues classes moyennes, dont la paupérisation ne fait que commencer. Difficile de prévoir ce qui en sortira : pas nécessairement le pire.

Pourtant, il faut bien constater que les exemples tant grecs qu'espagnols ne nous ont pas donné de raisons particulières d'optimisme : dans une situation nettement plus avancée qu'ici, on n'aperçoit pour l'instant pas grand-chose d'un peu à la hauteur de la situation.

À côté et face à la crise, les auteurs de la Roue attendent beaucoup d'un développement tant qualitatif que quantitatif de «lutttes territoriales» radicales, dont la ZAD de Notre-Dame-des-Landes reste pour l'instant l'exemple principal en France.

Il faut faire preuve de prudence face à l'impression que l'on peut avoir d'une prolifération de ces oppositions depuis trois ans.

La possibilité d'une réelle multiplication de ces luttes et de leur installation dans la durée, de leur constitution comme un pôle subversif dans la société, est une hypothèse ou un espoir. Aussi estimables soient-elles, ces occupations sont aujourd'hui des îlots fragiles dans un océan de passivité.

Malheureusement le premier effet de surprise passé, l'État semble bien en train d'organiser la riposte, et expérimenter de nouvelles méthodes de répression.

(Voir notamment le texte «*Qui veut la peau des ZAD*» sur la liquidation de l'occupation à Sivens ; voir aussi la revue des opposants au Center park de Roybon, *De tout bois*, éditions du Monde à l'envers, trois numéros parus).



Les auteurs de la Roue réfléchissent sur le long terme ; ils font des paris et ébauchent des perspectives pour des tendances de fond, peut-être sur des décennies.

Pour l'instant les tendances critiques à partir de quoi ils raisonnent existent à peine, juste quelques ébauches (la chose est frappante dans leurs propositions les plus précises, par exemple celles sur la désertion des conurbations et le repeuplement des campagnes résumées ci-dessus).

Si de telles tendances prenaient de l'épaisseur, ce ne serait pas la fin mais le début des difficultés, et aussi le moment où des perspectives critiques pourraient vraiment à servir à quelque chose.

Ils élaborent des perspectives à partir de forces qui ne sont pas encore là, ce qui explique le côté assez abstrait de ce qu'ils avancent, et que le versant programmatique de leurs textes reste disséminé à l'intérieur d'études historiques.



Il faudrait, pour éviter ce côté abstrait, proposer des perspectives concrètes ou praticables pour aujourd'hui ; ou déjà formuler une critique plus précise des «oppositions» réellement existantes ; bref,, il faudrait arriver à faire pressentir ce que serait le «long chemin désintoxicant» qu'ils évoquent. Où se cachent donc ces sentiers ? Quels paysages permettent-ils d'apercevoir ?

Pour l'instant, dans le presque vide de réelles oppositions franchissant un certain seuil, la théorie est assez démunie. Elle ne peut évidemment susciter des oppositions réelles par sa seule force de persuasion ; il faut plutôt dire que celle-ci est singulièrement réduite.

Elle peut parfois aider à ce que se construisent des individus et de petits groupes de réfractaires.

L'utilité de tels livres est donc d'abord de donner l'occasion de rencontrer des critiques plus ou moins anciennes, avec leur manière de poser les problèmes, leurs perspectives, et leur langage.

C'est l'autre difficulté de ces livres : ils sont écrits dans un style les rend difficilement accessibles aux jeunes d'aujourd'hui, même des minorités révoltées.

CÉDRIC

PS : Les Éditions de la Roue viennent de paraître un livre qui s'apparente franchement à un manifeste : Miguel Amorós, *Préliminaires. Une perspective industrielle*. Il s'agit d'un recueil d'une vingtaine de conférences données par l'auteur en Espagne depuis une vingtaine d'années.

Ces textes exposent, cette fois dans un style assez accessible, les analyses et perspectives résumées ci-dessus.

Signalons enfin, en coédition avec les éditions La Lenteur, un recueil de six conférences de Lewis Mumford, inédit en français : *Art et Technique* (1952).

## « La loi du marché »

*Ce film réalisé par Stéphane Brizé, sorti en juin 2015, a déjà fait l'objet de nombreux articles parus dans la presse. Je ne m'attarderai donc pas sur le film lui-même, mais plutôt sur la réalité qu'il décrit habilement...*

LE PERSONNAGE PRINCIPAL, Thierry, la cinquantaine, marié, père de famille, après un licenciement économique suivi d'une longue période de recherche d'emploi infructueuse, se retrouve en fin de droits.

Au fil des différentes scènes très réalistes filmées dans un style proche du documentaire, Thierry se retrouve face à différents interlocuteurs tels que le conseiller Pôle Emploi, d'anciens collègues de travail, la conseillère financière ou encore le proviseur du lycée dans lequel est scolarisé son fils handicapé.

Bon, je ne vais pas tout vous raconter, allez simplement voir le film si vous estimez que vous ne côtoyez pas assez de chômeurs et que vous avez envie d'en voir un sur grand écran. En plus voici enfin un héros de cinéma auquel beaucoup peuvent facilement s'identifier. En effet, qui n'a jamais connu ces grands moments de solitude que sont les stages d'apprentissage des techniques de recherche d'emploi, organisés bien souvent par des organismes privés dont c'est le fonds de commerce ; vous savez ces séances où l'on apprend à se présenter, se tenir droit, sourire raisonnablement, ou éviter les gestes spontanés pouvant trahir l'agacement ou la timidité.

Lorsqu'enfin, notre héros tragique contemporain décroche un emploi, il ne s'agit pas du travail épanouissant qui permet à l'individu de « se réaliser », mais davantage d'un boulot à la con uniquement destiné à ramener le salaire qui permet au ménage de continuer à subvenir à

ses besoins, et à donner le change devant les voisins et la famille. Thierry a quitté la masse des demandeurs d'emploi, il a trouvé un poste de vigile dans un supermarché. L'ancien ouvrier spécialisé avec sa longue expérience et tout son savoir-faire se retrouve désormais payé à regarder des écrans où défilent les images des pauvres qui viennent voler aussi bien le nécessaire que le superflu. Dans cette série Z qui tourne en boucle, tout le monde est suspect. Les caméras zooment aussi bien sur les mains forcément crochues des clients que sur celles non moins suspectées de rapacité des caissières et autres employés. Alors malheur à celle qui aurait l'audace de ramasser un bon de réduction négligemment délaissé par un client. Big Brother veille et contrôle la situation.

« Contrôle », voilà le mot-clé de cette fable contemporaine. Alors que l'acteur, Vincent Lindon, venait de recevoir son prix d'interprétation au festival de Cannes pour son rôle dans ce film, le gouvernement « socialiste » préparait un énième paquet de mesures destinées à fliquer tous ces chômeurs « forcément » responsables de leur situation, qui fraudent sans vergogne ou ne recherchent pas activement un emploi.

Jusqu'à présent le fisc, les organismes sociaux ou encore les douanes, échangeaient largement leurs données, concernant des personnes suspectées de fraude, mais ils étaient également autorisés à consulter les données détenues par les établissements bancaires, les fournisseurs d'énergie ou les opérateurs de téléphonie et d'Internet. Les agents de Pôle Emploi ne bénéficiaient pas encore de ce droit de communication auprès de tiers. Le gouvernement souhaitait donc pallier ce manque. Suite aux réactions suscitées par ce projet,



le ministre du Travail a annoncé le retrait de cet amendement en invoquant un manque de concertation et sa crainte que ce texte ne soit « interprété comme une volonté de stigmatiser les chômeurs ». Les personnes concernées apprécieront la délicate attention... Autrement dit, on en reparlera bientôt.

Régulièrement les politiciens de tout bord pointent du doigt ces individus qui « s'installent dans le chômage ». Sous-entendu qui fuient le travail et apprennent à jongler avec les aides sociales et le système D. Celles et ceux qui ne respectent plus la loi du marché. Une attitude intolérable pour les dirigeants du monde de la finance et de la politique, qui ne se maintiennent à leur place que par le consentement et la docilité des masses qu'ils asservissent.

En conclusion, je vous propose de méditer cet extrait du « Manifeste Contre Le Travail » du groupe Krisis : « Il ne reste aux exclus qu'une fonction sociale ; celle de l'exemple à ne pas suivre. Leur sort doit inciter tous ceux qui jouent encore à la chaise musicale de la société du travail à lutter pour les dernières places. Et pardessus le marché, tenir en haleine la masse des perdants, de sorte que ceux-ci n'aient même pas l'idée de se révolter contre les exigences insolentes de ce système.

STÉPHANE

Stéphane Brizé, *La Loi du marché*, 2015, 1 h 33 min.

### Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.



## Tankonalasanté

***Nous sommes bien loin de la médecine chinoise traditionnelle où le médecin n'était payé que dans la période où son patient était en bonne santé. Aujourd'hui, nos maladies, sources d'énormes profits pour les firmes pharmaceutiques, sont souvent produites par un système capitaliste morbide et mortifère.***



J'AI MAL  
DOCTEUR...

«On peut travailler à s'en rendre malade, on peut supporter les fumées, les bruits, les appartements étriqués aux cloisons sonores, les transports, les

radioactives, la misère phynancière, les gardes-chiourmes, la solitude, le couple raté, l'école, l'usine, le service militaire et les flics, les traites à payer... Tout ça nous a rendus malades.» Ces mots ont été écrits par le docteur Jean Carpentier dans le journal qu'il avait créé en 1973, *Tankonalasanté*. Suspendu un an en 1971 par le Conseil de l'ordre, pour avoir distribué un tract «Apprenons à faire l'amour» à la porte de lycées, ce fut aussi un pionnier de l'utilisation de produits de substitution pour soulager les toxicos: «Je ne suis ni leur papa, ni leur flic, ni leur curé; je suis là pour les aider à discuter avec eux-mêmes.» Dans sa salle d'attente parisienne du quartier populaire d'Aligre, tables rondes et chaises de bistro offraient à lire la presse libertaire et trotskiste. Conscient du rôle attribué aux médecins, il disait: «Dans une société qui rend malade, la médecine devient un masque

pour empêcher les gens d'en prendre conscience et d'agir en conséquence afin de devenir les maîtres de leur vie et de leur mort. La maladie est un langage, un phénomène à la fois individuel et social, reflet du monde dans lequel elle se situe: la maladie est politique.»

### Votre santé m'intéresse

«Il est répondu par la consommation de médicaments à des besoins de santé qui sont en relation directe avec une dégradation des conditions de vie et de travail.» (*Tankonalasanté*). Les grands trusts pharmaceutiques ne pensant qu'à leur marge de profit, la décision de produire un médicament n'est pas seulement liée à l'utilité du produit; pour «faire passer la pilule», quelques publicités des années 1970:

**Contre l'angoisse des temps modernes,  
NOZINAN**

**Retrouver un emploi  
à quarante-cinq ans, DEBRUMYL**

**Les embouteillages ne l'énervent plus,  
BINOCTAL**

**Si vos malades ne peuvent s'aliter, gué-  
rissez-les quand même, KERFORAL**

Quarante ans plus tard, le groupe Sanofi-Aventis bat des records de rentabilité et est en passe de devenir le premier groupe mondial. Il est vrai que l'industrie pharmaceutique échappe à la crise avec trois autres secteurs: le luxe, l'armement et l'agroalimentaire. Une récente enquête de près de quatre ans dans cette entreprise multinationale a récemment été publiée par Quentin Ravelli, chercheur au CNRS, qui a pu y occuper diverses fonctions. C'est une véritable biographie sociale de l'antibiotique le plus vendu en pharmacie, la Pyostacine (Pyo), qu'il a réalisée autour de ce qui est une marchandise comme une autre. Il a pu en parcourir les diverses étapes: conception, production, commercialisation. La période est d'autant plus intéressante que Sanofi a dû adapter sa stratégie à des éléments qui menacent son

taux de profit: développement des génériques, diminution du remboursement par la Sécurité sociale, peu de nouvelles molécules; le «transforming» consiste à développer les recherches en biotechnologies et à diminuer les coûts de la main-d'œuvre.

### La bataille du poumon

Au siège social à Montrouge, le marketing au 3<sup>e</sup> étage, à mi-chemin du trône de la Direction générale, a pour rôle d'élaborer les stratégies pour conquérir le marché, appliquées sur le terrain par de nombreux soldats spécialisés: visiteurs médicaux (VM), attachés scientifiques, chefs de produit... La Pyo est considérée comme la «Roll-Royce des affections cutanées». Mais aujourd'hui, c'est le marché des affections respiratoires qui est en grande expansion, et la «bataille du poumon» a été engagée par les VM: «*La Pyo marche pour la bronchite. Mettez-la dans le pneumo et l'angine*»; en quelques années, elle a connu une augmentation des prescriptions dans ce domaine de 130%. Il existe bien sûr des îlots de résistance, mais les VM sont des soldats de métier connaissant bien le terrain (médecins, marché), et «l'arrière» les arme: le marketing synthétise les informations ramenées par les VM, sonde les pharmacies, s'appuie sur des agences spécialisées, tel le Club interpharmaceutique. Celui-ci accède aux ventes en pharmacie, aux données fournies par les logiciels de prescription des médecins. Les «médecins à potentiel», gros prescripteurs, sont ainsi ciblés: «Les généralistes sont un peu la vache à lait de la Pyo» (un chef produit). Pour être au plus près de la réalité (habitudes des médecins, leurs hobbies, leurs relations, etc., 746 unités géographiques sont définies. Harcelés par 17 000 VM (1 pour 12 médecins), certains deviennent réfractaires à ce qu'ils considèrent comme de la pub. La contre-attaque a été mise au point à l'issue de plusieurs séminaires: VMA (Visites médicales autrement) privilégiant l'écoute et la collaboration, NAP (Nouvelles approches promotionnelles) tels financement de Congrès de médecins, blogs,

émissions de radio en ligne, formations pour généralistes... L'avenir n'est pas oublié, puisque les futurs médecins ont la «chance» de pouvoir participer à des épreuves blanches organisées par Sanofi, afin de mieux préparer le concours de l'internat...

### La ferme du futur

À Saint-Aubin-lès-Elbeuf les ouvriers de la bactérie, soumis à l'intensification du travail et aux réductions d'effectifs, produisent la Pristinamycine, principe actif de la Pyo. Dans ce qui est présenté comme une «exploitation agricole de haute technologie», d'énormes fermenteurs contiennent les bactéries source de Pristina, nourries par des déchets agricoles. Le bruit créé par d'immenses pales de refroidissement et l'odeur envahissante cernent les ouvriers qui doivent surveiller en permanence la fermentation. Ils travaillent en horaires décalés et ne peuvent dormir plus de deux jours de suite à la même heure. Les primes qu'ils touchent servent à payer les traites, et le «dépostage» est très rare. Le directeur de l'usine assure que les problèmes dont ils souffrent (insomnie, hypersomnie, antidépresseurs) sont liés à «des paramètres extraprofessionnels qui entrent en jeu» et rappelle fièrement la charte sociale: «Plaçant la santé humaine au cœur de son action, le groupe Sanofi est conscient de sa responsabilité directe à l'égard de ses collaborateurs.»

Afin de maintenir le taux de profit (coût de revient industriel d'une boîte de Pyo 11,58 €, vendue 24,90 € dont 16,18 € payés par la SS), a été lancé le plan NOBEL (Nouvelle organisation de la biochimie à Elbeuf). Il vise à diminuer le nombre d'ouvriers, à mettre en place une salle de contrôle unique surveillée par quelques techniciens. Même si les grèves dans les ateliers et les problèmes techniques ont contraint ces objectifs à la baisse, le plan NOBEL est en route.

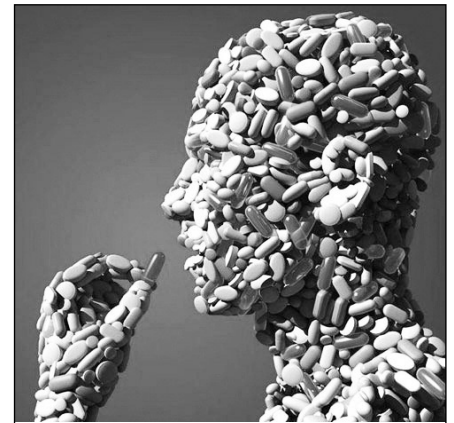


### Cas des KOL

«Les profits d'aujourd'hui sont les médicaments de demain» affirment les dirigeants. Or on constate que l'essentiel des recherches porte sur les maladies des pays riches (diabète, cancer, dépressions), au détriment de celles des pays pauvres (paludisme, pneumonie, tuberculose). D'autre part l'interdépendance recherche publique/profit privé, largement amorcée dans la période mitterrandienne, ne fait que s'accroître. Ainsi Alice Dautry, directrice du prestigieux Institut Pasteur, affirme: «*La relation entre le monde industriel et l'Institut Pasteur est dans nos gènes. S'il n'y a pas les industriels avec nous, ça ne sert à rien.*»

Les laboratoires privés utilisent une stratégie pour «influencer les influenceurs», les KOL (*Key opinion leaders*), afin de gagner leur confiance, les côtoyer, organiser un symposium, collaborer à leurs essais cliniques: aux Journées nationales d'infectiologie de Montpellier se croisent 1 500 médecins, des scientifiques, des entreprises. Le parcours d'expertise d'un KOL va des hôpitaux à l'industrie pharmaceutique, en passant par les agences publiques du médicament. Il est souvent appelé dans les groupes de travail de l'Agence du médicament, qui est chargée des AMM (Autorisations de mise sur le marché). Ainsi, celui sur les anti-infectieux regroupe 50 experts, dont 3 KOL de la Pyo.

En ce qui concerne les essais cliniques, ceux qui ne sont pas concluants ne sont pas publiés et les effets secondaires ne sont pas mentionnés. Pourtant le Centre de pharmacovigilance de Lyon, étudiant des populations bien plus vastes et sur une longue période, a mis en évidence des cas d'effets indésirables (fièvre, irruption cutanée) jusqu'à signaler la Pyo comme produit suspect au profil de tolérance médiocre. Mais qui s'en soucie?



### Un bon remède: la révolte

Comme dans d'autres domaines, le savoir scientifique autour de la santé est organisé par le capital industriel; le système des brevets et le secret industriel le protègent.

Envisager une transparence de la santé publique indépendamment d'une lutte contre le système actuel qui la conditionne est tout simplement utopique. On ne peut résister aux marchandises dangereuses que sont murs en amiante, poêles en téflon, dentifrices au benzène, vins aux sulfites... par un médicament considéré lui aussi comme une marchandise. On ne met pas un sparadrap sur des blessures causées par le capitalisme, système qui oppose les salariés, préoccupés par leur emploi et leur salaire, et les consommateurs, inquiets pour les risques et leur pouvoir d'achat. Se battre pour une autre société, où la population définirait elle-même ses besoins, les producteurs mettant directement en œuvre les moyens pour les réaliser, est un moyen efficace pour améliorer notre santé pour demain, mais aussi pour aujourd'hui, car la résignation et la soumission sont source de maladies et de mal-être: au début des années quatre-vingt quand les travailleurs polonais ont espéré pendant de longs mois changer la société, les cabinets de psychiatres étaient désertés. Les cabinets médicaux n'étaient plus «le cul-de-sac où viennent se perdre les armes de la révolte» (Docteur Carpentier).

ÉLAN NOIR

Un livre: Quentin Ravelli, *La Stratégie de la bactérie – Une enquête au cœur de l'industrie pharmaceutique*,

Une émission du 11 mai 2015 : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/QuentinRavelli>

## Ebola : une épidémie postcoloniale ?

*Les pays les plus touchés par l'épidémie Ebola (Guinée, Libéria, Sierra Leone) sont parmi les plus pauvres de la planète (Margaret Chan, directrice de l'Organisation mondiale de la santé)*

IL Y A QUELQUES SIÈCLES, cette région d'Afrique de l'Ouest, aux riches ressources naturelles et minières, avait attiré les colonisateurs. La très lucrative traite des esclaves y a laissé des souvenirs de razzias, d'enlèvements et de mutilations. Depuis, les États impérialistes avaient apporté « civilisation », frontières et langue étrangère à cette mosaïque d'ethnies et de cultures différentes : France pour les « sauvages » de Guinée Conakry, Angleterre pour ceux du Nigéria et de la Sierra Leone.

Au milieu du siècle dernier, « l'indépendance » a permis de remplacer le colonialisme par sa version modernisée, le

néo-colonialisme. Autocrates, régimes militaires, coups d'État, guerres inter-ethniques y ont soumis les populations à la répression, la prison, l'exil.

Ce contexte explique que l'épidémie Ebola ne pose pas seulement un problème médical, mais se développe aussi dans le champ historique du postcolonialisme et de la violence étatique. Cela se traduit par la méfiance des communautés vis-à-vis du dispositif médical officiel et de ses prolongements internationaux. L'image de 4x4 arborant les drapeaux des ONG, venant enlever les malades pour les emmener mourir loin de leur famille, rappelle un passé dont les traumatismes sont encore vivants. Les décisions ont été prises sans consulter les communautés, notamment les femmes qui y ont un rôle social important. Aussi de nombreux actes hostiles ont été relevés : centres de traitements attaqués, matériel détruit, personnel médical molesté...

Une reconstruction de la confiance et d'une certaine cohésion sociale sont nécessaires pour espérer éradiquer cette épidémie. À ce jour, elle a entraîné près de 30 000 cas, dont plus du tiers mortels. Cependant, il semble qu'elle régresse actuellement. Une évolution des contacts avec la population a joué un rôle. Par exemple l'ONG ALIMA, avec qui Fred est parti, mène ses actions en lien avec la société civile partout où elle intervient.

C'est aussi le résultat de l'aide extérieure en matériel et en personnel médical, stimulée par le fait que, pour la première fois depuis son apparition en 1976, le virus Ebola s'est « exporté » hors d'Afrique : « Si nous ne stoppons pas Ebola, nous aurons à affronter une situation sans précédent, pour laquelle nous n'avons pas prévu de plan » (OMS).

ÉLAN NOIR

## Au cœur d'Ebola à N'Zérékoré



*FRED, MAÇON CREUSOIS, est parti quatre semaines à N'Zérékoré en Guinée Conakry, l'un des épicycles de l'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest en tant que logisticien pour la construction d'un centre de traitement Ebola (CTE) avec l'ONG ALIMA.*

*Loin des flashes infos aseptisés de nos radios occidentales, il découvre l'impact du virus sur les populations et nous en donne sa lecture. (Interview réalisée par Sylvie).*

**C-C** : Entre 2013 et 2014, c'est 24 000 cas et 10 000 morts. Cette épidémie n'est pas la première, je crois.

**FLM** : En effet, en 1976, Ebola avait déjà décimé des villages entiers au Zaïre (actuelle République démocratique du Congo), 386 morts. L'épidémie de 1976 avait été en quelque sorte

« noyée dans l'œuf ». L'urbanisation n'était pas développée comme actuellement, de nombreux villages étaient éloignés des centres urbains. Le virus décimait le village qui était ensuite brûlé, rendant ainsi les possibilités de propagation très faibles.

**C-C** : Qu'en est-il aujourd'hui ?

**FLM** : La configuration est différente, les déplacements facilités, les centres urbains importants et la propagation du virus favorisée par des conditions d'hygiène difficiles (manque d'eau). Les rituels des enterrements requièrent de toucher le corps du défunt ce qui entraîne également des contaminations. Le virus Ebola Zaïre, présent en Guinée Conakry depuis février 2014 est l'une des cinq formes de ce virus. Ils portent le nom de l'endroit où ils ont été découverts. Ebola est le nom d'une rivière proche de la ville de Yambaku au Zaïre.

**C-C** : La Guinée Conakry a-t-elle pu mettre en place des solutions efficaces contre cette épidémie ?

**FLM** : Non, la Guinée Conakry sort de conflits ethniques importants. D'un autre côté, le système de santé local a été très affecté par l'épidémie. La violence du virus n'a pas été assez prise en considération, les moyens mis en œuvre très insuffisants, ce qui a engendré la contamination d'une partie importante du personnel médical.

Les moyens financiers sont également défailants. Les hôpitaux locaux ne peuvent même pas mettre d'essence dans les ambulances. ALIMA pallie aussi à ce genre de problème pour permettre l'acheminement des malades vers les hôpitaux.



**C-C** : Quels sont les symptômes de ce virus ?

**FLM** : voilà justement une des raisons qui rend difficile la prise en charge des patients : les symptômes de cette fièvre sont communs à bien d'autres maladies (fièvre, diarrhées, vomissements, etc.). C'est à partir de quelques jours seulement que le diagnostic vital est engagé. Cette fièvre hémorragique s'attaque au système nerveux et à tous les organes vitaux. Les organes se liquéfient et la peau part en lambeaux. C'est une vraie saloperie. Si les patients ne sont pas pris en charge à temps, la mort est certaine.



**C-C** : Y a-t-il un traitement efficace ?

**FLM** : Le traitement utilisé ne sauve que les personnes traitées suffisamment tôt, le taux de létalité reste élevé.

**C-C** : Qui décide de l'octroi d'assistance à des pays en difficulté devant un tel fléau ?

**FLM** : Dans le cas d'une épidémie, il faut qu'un certain nombre de cas soient avérés pour que l'OMS mette en œuvre le programme ECHO<sup>3</sup> qui sollicite l'aide des ONG, des États.

**C-C** : Cette épidémie a fait très peur au monde occidental visiblement, les moyens ont été mis sans compter. J'ai vu que l'OMS avait décrété une « urgence de santé publique de portée internationale ». Elle a été tardivement mise au courant, soit en mars 2014, alors que des cas étaient déjà avérés en 2013. MSF, sur place, indiquait une épidémie hors de contrôle.

**FLM** : Des demandes d'interventions supplémentaires ont été indispensables pour seconder MSF qui n'arrivait plus à fournir devant une situation préoccupante surtout pour les populations locales. En effet, dans nos pays, le risque de contamination est peu probable en raison de nos mesures d'hygiène.

**C-C** : Comment se déroule la construction d'un CTE ?

**FLM** : Dans un premier temps, il faut chercher un terrain où construire le centre. Ce n'est pas simple car les populations ne sont pas toujours d'accord pour l'implantation d'un centre près de chez eux.

Ensuite, il faut réunir une équipe et du personnel local (beaucoup de femmes sont recrutées pour des raisons sociales). Les conditions d'intervention sont très strictes et sécurisées. Elles requièrent un certain professionnalisme. En effet, des compétences médicales ou en logistique sont indispensables. La communication est aussi très importante, les centres urbains étant composés de nombreuses ethnies différentes. Les conflits sont fréquents et il faut tenir compte de cette dimension qui complique souvent le travail des médecins. Nous sommes loin des adeptes d'aventure humanitaire qui ne mesurent pas toujours une implication dangereuse.

**C-C** : Combien de temps faut-il pour la construction d'un centre ?

**FLM** : 4 semaines. Ça doit être très rapide et efficace. Les structures sont relativement légères et les modes opératoires de

construction évoluent avec l'expérience nouvelle du traitement de cette maladie. Les camps sont entourés d'un filet orange pour délimiter cette zone sensible et permettre à la fois une évacuation en cas de problème dans le centre. Il est cependant possible aux malades de recevoir leur famille au travers du filet.

**C-C** : Comment procèdent les intervenants ?

**FLM** : Les personnels médicaux doivent intervenir en binôme afin que les négligences puissent être évitées en raison souvent d'une forte fatigue et des conditions éprouvantes. Les personnes utilisant les combinaisons sécurisées ne peuvent rester que quarante-cinq minutes dans cet équipement. Il faut donc faire tourner les équipes.

**C-C** : Combien de personnes interviennent sur le site ?

**FLM** : Il est organisé autour de 300 personnes environ, dont 20 personnes de l'ONG.

**C-C** : Comment as-tu vécu ces semaines ? Les conditions étaient-elles difficiles ?

**FLM** : Ce fut quatre semaines d'activités non-stop. Il y a tant de choses à coordonner (pharmacie, approvisionnement des médicaments, des matériels, matériaux, construction du centre, recrutement du personnel, aide aux hôpitaux locaux, information des populations, discussion avec les autorités – en particulier gestion de la pression des délais d'ouverture du centre.

**C-C** : J'ai vu sur le site d'ALIMA qu'ils sont encore à la recherche d'un responsable logistique en ce début 2015 en Guinée Conakry... L'épidémie ne serait-elle pas stoppée comme on nous le rabâche à la radio ?

**FLM** : L'épidémie n'est pas réellement stoppée et les populations sont sous surveillance. Les équipes médicales restent mobilisées notamment avec l'apparition d'épidémies de rougeole, de coqueluche, le paludisme toujours présent, et la possible émergence du choléra.

1. ALIMA (Alliance for International medical action) créée en 2009. Lutte contre la malnutrition infantile et les épidémies.

2. Des dates et des virus

- Soudan, identifié en 1976 au Soudan Sud et en Ouganda (virus endémique).

- Reston, identifié en 1983 aux États-Unis.

- Forêt de Taï (TAFV), identifié en 1994 en Côte d'Ivoire, aux confins de la Guinée et du Libéria.

- Bundibugyo (BDBV), identifié en 2008 en Ouganda.

3. ECHO : programme d'aide médicale et de protection civile : 812 M€ viennent des États membres et 414 M€ de la Commission européenne pour la lutte contre Ebola.



## Laïcité et athéisme

***Les religions (toutes sectes confondues), se portent aussi bien que la terre avec l'agriculture raisonnée ! Ça empoisonne raisonnablement, en douceur et en profondeur. L'endoctrinement modéré. Juste une moitié d'hostie c'est moins fort, tu verras !***

GRÂCE À UNE ESPÈCE d'aveuglement collectif, on assiste au retour de l'irrationnel et du sectaire, allégé certes mais. La force des sectes, c'est d'être tout sourire tant qu'on ne touche pas à leur pré carré, à leurs valeurs, comme ils disent. Sinon, couic ! On zigouille.

Non, le foulard islamique n'est pas un simple fichu pour protéger les cheveux ! Non, certaines robes longues que l'on contraint des gamines instrumentalisées à exhiber au bahut ne sont pas juste un effet de mode, elles sont bien typées, ce sont des uniformes idéologiques et on se sert encore une fois de toutes jeunes femmes en les mettant en avant pour servir la soupe religieuse, avant de les condamner au silence, quand les gourous patriarcaux auront gagné la partie !

Ça n'est pas condamner les individus de constater une réalité, c'est pire de l'ignorer par idéologie intellectuelle, là, c'est condamner au silence !

Non, ce n'est pas philosophique de se taper les chemins de Compostelle avec visite obligatoire de l'architecture gothique ou romane, ce sont des lieux publics dédiés à une secte religieuse et ça s'appelle des chapelles, églises, basiliques ou cathédrales !

Il y a peu, un croyant musulman français en train de feuilleter un de ces torchons féminins nous sort : « Vous avez vu ce que vous faites de vos femmes chez vous ? » Un bobo bien pensant me fait la remarque, il n'a pas tort, remarque ! Non faux ! Il se trompe, faux débats, d'abord parce qu'il est français donc de chez nous lui aussi, d'autre part ça n'est pas nous qui faisons ça de nos femmes

parce que les femmes ne nous appartiennent pas ! Chez nous elles sont encore libres de ne pas se formater à cette idéologie marchande, voilà l'énorme différence. Trop facile de se contenter d'un constat pour en faire une généralité bien calibrée idéologique. Je termine en faisant remarquer que ces parutions sont, généralement et astucieusement, dirigées par une cohorte de femmes collabos : pour elles on a inventé le féminisme marchand, en réalité elles sont, ces parutions, la propriété d'un machisme patriarcal modéré, on y présente Lafamapoil pour vendre une idéologie toute aussi dangereuse et sectaire, celle de la finance et de la marchandisation des corps.

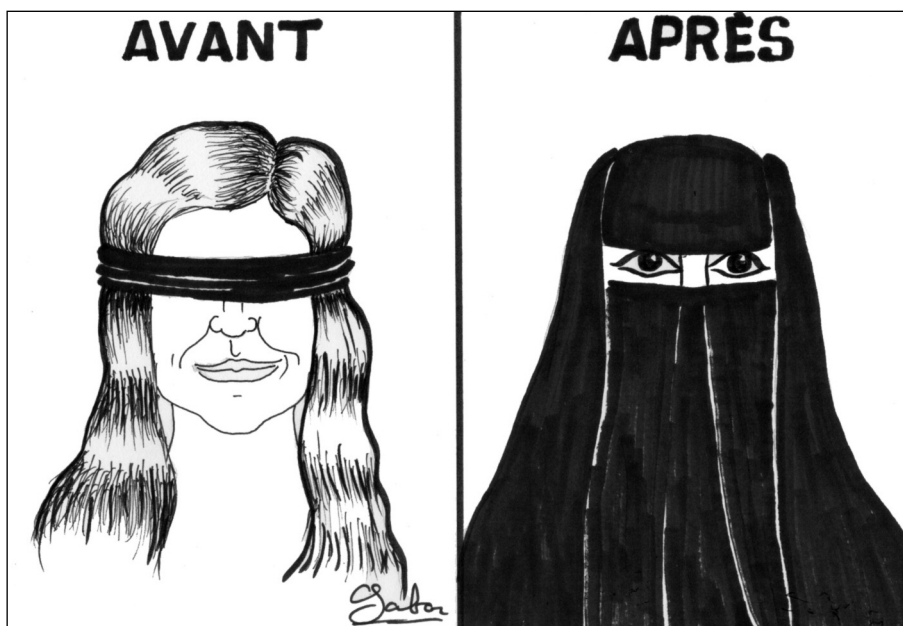
À ce titre on blasphème salement les femmes. Toutes les sectes confondues ont pour point commun celui du rejet et du mépris total des femmes.

Ainsi le plus redoutable pour un hindouiste ou un bouddhiste, c'est d'être réincarné en femme (authentique !). En Israël, les transports publics pratiquent l'apartheid sexuel, de même pour les lieux de prière. Chez les juifs pratiquants, les femmes sont tenues de cacher leurs cheveux, alors elles portent des perruques aussi voyantes que possible, c'est-à-dire

moches, pour prouver que ce ne sont pas leurs cheveux.

Ne nous planquons pas derrière des études qui voudraient prouver que ce pays est de plus en plus laïc, c'est une laïcité imprégnée de religieux et de servitude sectaire. Ainsi on restaure à coup de centaines de millions des châteaux et des établissements religieux (deux forts symboles de la soumission des masses), sous le prétexte fallacieux de culture et d'histoire. Chaque année dans les villes et le plus petit village, on fête et honore le saint patron du pays, fête patronale. Comme on refait des spectacles médiévaux manière parc d'attraction moche et vulgaire, avec des costumes ahurissants de nobliaux d'où sont absents les gueux qui étaient bien plus nombreux qu'eux. Pas une catastrophe collective qui n'ait droit à ses grand-messes. Remettre en cause le religieux ordinaire c'est toucher à l'émotionnel, donc à l'irrationnel. Beaucoup, par exemple, aiment entendre le son des cloches, sans se poser la question de savoir qu'elles tintinnabulent aux heures chrétiennes, matines, les deux angélus de midi et 19 heures, pourquoi pas à 9 heures 26, 13 heures 11 et 18 heures 36 ?

Maintenant il y a le blasphème ? Blasphème – vaste fumisterie faite pour divi-



ser, généralement remis au goût du jour à destination de populations incultes, bafouées, humiliées, réduites à l'état de castes inférieures qui, d'ailleurs, pratiquent volontiers entre elles le blasphème ordinaire dont je ne vais pas, ici, égrener les saillies sans tomber dans la caricature. Blasphémer – injurier, se moquer, outrager une personne ou une chose considérée comme très respectable, quasi sacrée ;

exemple : milodiöü de milodiöü ! Bon dieu de merde ! Aussi, nique ta mère ou ta race ! Pour pauvre enculé je ne sais pas si c'est le fait d'être pauvre qui est blâmable ou si le trou du cul masculin est considéré comme sacré et à ce titre blasphématoire ?

Le patron des cathos, en parfait jésuite, a sorti cette phrase belliqueuse pour justifier le 7 janvier, si on insulte ma mère je fous mon poing dans la gueule. Bien vu, du gland, alors tu mêles intentionnellement, en bon jésuite qui se respecte, deux choses qui n'ont rien à voir, ta croyance sectaire et l'émotionnel. J'ai la plus grande défiance quand j'entends sanctifier les mères, avec son chapelet de conneries genre notre terre mère, la mère patrie (je préfère l'amère patrie, c'est plus réaliste). Si une femme est libre, intelligente, curieuse et humaine et qu'elle a des enfants, cette femme est remarquable d'abord en tant que femme et non en tant que mère, je trouve ça réducteur. Sujet tabou comme la sacrée sainte famille, fut-elle composée d'ahuris que je ne fréquenterais pas par ailleurs, mais là c'est ma famille, alors je dois jouer collectif. On peut élargir la notion de famille à toute forme de corporatisme, club de sport, promotion estudiantine, même classe de service militaire, groupe de pensée plus ou moins idéologique, etc.

Les us et coutumes sont-elles paroles d'évangile ? C'est à craindre ! Les us et coutumes, c'est la transmission de tout et n'importe quoi qui laisserait croire que ceux d'avant savaient mieux et plus juste, hélas pas toujours. Voire très rarement. Seule la mémoire collective et sélective conduit à ces dérives mensongères.

Je me fous totalement que quiconque croie en je ne sais quelle baliverne, mais quand cette croyance vient polluer l'air ambiant et veut réduire les individus à l'esclavage, là ça me concerne.

Si je gueule « Mort aux vaches », je blasphème d'abord les vaches, les pandores, les végétariens et les hindouistes et leurs femmes... Pardon leurs vaches, qui elles sont sacrées. Le

blasphème a bon dos pour se sentir vexé ou blessé, les religions sont un blasphème à l'intelligence et à l'humanité.

Un imam dans une émission déclare qu'en prison on fait prier des musulmans dans une salle où prient des chrétiens ce qui froisse les musulmans ; voilà un problème crucial, en effet, dans des taules où s'entassent jusqu'à 9 personnes dans des cellules prévues pour 2 et malgré tout il faudrait prévoir une salle spécifique pour chaque secte ? J'espère que les copains anars entôlés auront l'idée d'exiger vouloir se recueillir dans une salle spécifique dédiée à l'intelligence et la liberté de penser.

Blasphème encore. Les votants Grec ont exprimé majoritairement « Non » à un certain diktat, ont-ils blasphémé les banques, le FMI, l'Europe de la finance ? Là encore on a pu remarquer que les pires insultes furent proférées à l'encontre de la Grèce tout entière. La communauté grecque, diaspora comprise, devrait à son tour se sentir blasphémée par les ignominies dont elle fait l'objet. Alors si demain, un fou grec égorge ou kalachnicove à tout va, rien de plus normal puisqu'on aura blessé son orgueil en blasphémant sa patrie, son drapeau et ses valeurs... enfin d'après les bien-pensants.

C'est le vote qu'il faut remettre en question, tout autant que les fonds baptismaux, mais pas en rejetant chaque adepte, même si à mes yeux ils blasphèment ma raison et étouffent ma liberté.

Autre chose encore, quand on ostracise les électeurs du front national, plus que les autres votants ou militants des autres partis, comme si ceux-là étaient plus légi-

times pour nous imposer leurs dictateurs ? Là encore on enferme en humiliant et on crée des frustrés qui se referment, je ne pense pas que ce soit la solution. En revanche que cette instrumentalisation soit un minable calcul politique de ce bipartisme étouffant est une certitude ! Par rapport aux électeurs tentés par le Front national, j'ai ouï cette énormité, comment ces gens du Nord (susceptibles de voter en majorité FN aux prochaines pantalonades), qui sont des gens très gentils, ouverts, accueillants et festifs peuvent-ils voter FN ? Alors ça veut dire que quand ils votent pour les deux éternels partis avec leur cohorte de corruption, là, ils sont gentils, j'en conclus que gentil = con ! Con bien poli, bien rangé dans sa niche du toutou bien sage ? Pas question de choisir par ton vote, on a choisi pour toi ! Toi, tu es là juste pour donner une impression démocratique, sinon tu vas voir ta gueule à la récré. Là encore à mon point de vue toutes ces conneries sont en train de nous conduire à la dictature, certes c'est déjà presque en place, non plus comme en Grèce dans les années soixante avec des militaires fussent-ils colonels, non la dictature ordolibérale aux ordres du ministre des Finances allemand qui exclut ceux qui ne marchent pas au pas, ce type est violent, impitoyable. Ses conneries à cet oiseau nous conduisent bel et bien vers les replis nationalistes parce que, oui, l'Europe est bel et bien une dictature effrayante si l'on ajoute à cela le sinistre TAFTA, ce qui est déjà quasiment acquis, ben je nous plains les copines, si on ne se sort pas de notre indolence individuelle et

qu'on refuse de bouger, alors faudra plus gueuler au bistrot et se coucher devant les urnes un goupillon dans le fion. Pour tout ce monde d'opresseurs, l'idée qu'ils se font de la démocratie et de la liberté, c'est « je ne veux voir qu'une tête, tu votes oui mais tu votes ce que je te dicte, toi tu n'existe même pas, espèce de blasphème ! »



### « Ceuta, douce prison »

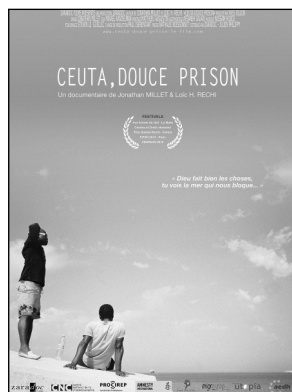
*Enclave espagnole au Maroc, Ceuta est un lieu de passage, un lieu de villégiature... pas pour tout le monde...*

C'EST UNE PRESQU'ÎLE de laquelle on ne part que par la mer, une possibilité de flux migratoire. Les plus pauvres empruntent cette voie au péril de leur vie. Mais le parcours est long et difficile, après avoir survécu à l'avidité des passeurs, une autre forme de violence, silencieuse cette fois, les attend. Jonathan Millet et Loïc H. Rechi, dans ce documentaire, donnent la parole à cinq migrants, de nationalité différente, qui ont en commun l'espoir d'une vie meilleure.

Contrairement au documentaire *Vol spécial*, de Fernand Melgar réalisé en immersion dans le centre de détention administrative de Frambois en Suisse (2011), *Ceuta, douce prison* est tourné exclusivement en extérieur. Les réalisateurs n'ont pas pu recueillir d'autorisation pour tourner dans le centre. Certains demandeurs d'asile sont là depuis quatre ans, annihilés, brisés psychologiquement par une attente sans fin.

Le centre, situé à 5 km de la ville, ouvre à 7 heures le matin et ferme à 22 heures, les résidents peuvent sortir durant la journée. Ils se rendent à pied à la ville ou ils essayent de gagner un peu d'argent avec des petits boulots à la sauvette – aider les gens à garer leur voiture sur un parking, nettoyer leur voiture

pendant qu'ils font des courses, amener les caddies à la voiture, charger les courses dans le coffre – dans un climat de concurrence intense. Il existe un planning par nationalité pour que chacun puisse travailler un peu. Voilà leur quotidien!



Inexorablement, sous un climat de plomb, une chape liée à un immobilisme fracassant s'abat sur les résidents.

Ils essayent de survivre, continuer à vivre dans ce marasme administratif... Les accords de séjour sont donnés à l'aveugle.

Lors du débat après la projection<sup>1</sup> du film à Guéret au Cinéma le Sénéchal, une personne demande à Loïc H. Réchi<sup>2</sup> qui finance ce centre: «Eh bien, vous, Madame, nous tous en tant que citoyens européens!» Excellent sujet de réflexion!

1. Projection organisée par le Mrap Guéret avec le soutien du collectif RESF en mars dernier.

2. Loïc H. Réchi, coréalisateur du film, participe à la revue *Snatch* – <http://snatch-mag.com/>

### « Le Journal d'une femme de chambre » d'Octave Mirbeau (1848-1917)

*Ah la belle époque! Pour qui? Qu'il est aisé de nommer ainsi des périodes de l'histoire, la Belle Époque!*

BELLE, certes, mais pour une infime minorité de gens, quasi exclusivement les riches; époque où Léon Bloy s'exclamait: «L'argent c'est le sang des pauvres.»

Ce monde de 1900 (année où paraît le livre), la plupart des contemporains le croyait immuable, figé dans la rente et le franc germinal.

Tout comme Flaubert s'écriait «Madame Bovary, c'est moi!», Mirbeau, à propos du personnage central, aurait pu s'écrier; «Célestine, c'est moi», tant l'écrivain s'est livré dans ce livre.

Célestine, la femme de chambre, est une migrante. Elle part de sa Bretagne natale.

Rien ne la retient. Son enfance est synonyme de manque d'affection, de labeurs quotidiens durs, car être une gosse en 1900 n'est pas un farniente, loin de là.

Mirbeau est un anarchiste, dépeignant avec minutie les mœurs des maisons bourgeoises où la bonne est fréquemment un objet sexuel. Il fait le constat suivant:

«La condition servile n'incite jamais à la révolte.»

Ou bien: «Je m'étonne que les misérables ne brûlent pas plus souvent la cervelle aux millionnaires qu'ils rencontrent.»

Mirbeau se méfie également du pouvoir politique. Les hommes politiques... de droite maintiennent sur le peuple la domination de l'argent; de gauche, les déshérités servent de piédestal à leur ambition.

Alors il est grand temps pour toi, ami, de te désintoxiquer de la télévision, de la



radio, de la plupart des magazines, vassaux des grands groupes financiers, de t'installer confortablement et de lire.

Je te propose ce livre parmi tant d'autres.

Après l'avoir lu, peut-être l'envie te prendra-t-elle à ton tour de l'offrir, de le prêter.

Pourquoi pas?

JEAN-MICHEL

## Les inégalités salariales femmes/hommes sont toujours présentes, ici, en 2015...

**Pourquoi, aujourd'hui encore, le salaire des femmes reste-t-il inférieur d'un quart à celui des hommes, en dépit des lois, des chartes et des discours ?**

RACHEL SILVERA tente de répondre à cette question dans un livre simple et clair qui vient de paraître à La Découverte. L'auteure est économiste, enseignante à l'université de Nanterre et étudie la question du travail féminin depuis de nombreuses années au sein d'un réseau de recherche «Marché du travail et genre».

Elle nous fait entendre le récit de quelques femmes, de professions et de milieux divers, qui ont osé porter plainte devant les Prud'hommes pour discrimination salariale et ont obtenu gain de cause. Elles sont peu nombreuses : 3,3 % des recours, mais un des objectifs de ce livre est d'appeler chacune et chacun à l'action, la jurisprudence donnant de nouveaux moyens pour en finir avec des inégalités d'un autre âge.

« Le constat est statistique, en France, les écarts de rémunération entre les hommes et femmes, toutes choses égales par ailleurs, peuvent atteindre de 9 à 15%, l'entreprise est un lieu où persistent la hiérarchie et la valeur différentielles des sexes. Un homme y vaut toujours plus qu'une femme », écrit Michelle Perrot dans la préface.

Une des raisons des résistances aux égalités salariales est historique. On a longtemps considéré qu'il n'était pas vital pour une femme de travailler, elle pouvait compter sur «Monsieur Gagne-Pain» et ne pouvait donc prétendre qu'à un salaire d'appoint, appelé également salaire féminin.

« Le salaire d'appoint était explicitement inscrit dans les premières Conventions collectives, sous la notion légale de salaire féminin, jusqu'en 1946. Les contrats de travail stipulaient de manière plus ou moins formelle, que les femmes

devaient percevoir un salaire inférieur de 30% à 50% à celui des hommes, pour un travail identique. Ce principe supprimé dans les Conventions collectives en 1950 (tout au moins à l'écrit) subsiste dans l'esprit de beaucoup. »

Faire carrière, c'est pour les hommes... L'hostilité contre le travail des femmes est présente au sein du mouvement socialiste et syndical au XIX<sup>e</sup> siècle. « Dans les années 1900 les déclarations hostiles sont légion... "Il faut que l'homme puisse subvenir aux besoins de sa famille et que sa femme cesse tout travail pour se consacrer à son rôle social d'épouse et de mère." Gaston Renaudel, secrétaire du Syndicat des employés, le 10 juillet 1919. » Entre 1890 et 1908, on recense 56 grèves d'hommes contre le travail des femmes. À la tête de ces mouvements, on trouve souvent le Syndicat du livre marqué par les positions de Proudhon radicalement hostile au travail des femmes.

L'ambivalence à l'égard du travail des femmes subsiste encore aujourd'hui et si des lois existent pour garantir l'égalité salariale, le chef d'entreprise est libre par le jeu des primes et des classifications de maintenir une différence.

Les carrières sont sexuées : les hommes obtiennent davantage d'avancement, car, tout d'abord, qu'elles soient mères ou pas, pèse sur toutes les femmes «le soupçon de la maternité» : on craint de leur part absentéisme et manque d'implication dans le travail salarié.

Une autre cause des inégalités salariales tient au fait que les femmes occupent principalement des «emplois à prédominance féminine», «plus de la moitié d'entre elles se regroupent dans seulement douze métiers, ou familles professionnelles sur 87. Il s'agit pour l'essentiel des secrétaires, aides à domicile et aides soignantes, vendeuses, caissières, infirmières...» Travail au contour flou car ne produisant pas d'objet visible en dehors de soi, contrairement à celui des hommes.

Il existe une dimension immatérielle,

non quantifiable du travail réalisé, il est donc peu reconnu et dévalorisé.

Les femmes auraient des compétences présumées innées pour certaines tâches dans le domaine du nettoyage, de la santé, de l'aide à domicile. Il paraît donc légitime de les cantonner à ces travaux, et presque immoral de les payer pour ce qu'elles font si spontanément et sans avoir fait des études longues et difficiles !

Le dévouement n'a pas de prix, ainsi le métier d'infirmière qui, avant d'être reconnu comme tel, relevait du devoir féminin d'assistance à autrui. L'auteur cite l'exemple de M<sup>lle</sup> Botart, surveillante de Charcot, devenue infirmière en 1840, qui assura son service soixante ans durant, sans prendre un jour de congé !

« Le salaire féminin a laissé des séquelles. Le modèle de Monsieur Gagne-pain est encore très prégnant. On n'exclut pas les femmes des emplois, mais on les cantonne dans des filières ou des emplois dévalorisés, à moins que l'on se contente de ne pas leur accorder le même déroulement de carrière que les hommes. »

Une bonne raison pour lire ce livre qui donne de nouveaux moyens pour lutter contre la discrimination salariale en plaçant pour une autre façon d'évaluer les compétences.

SAGNA

Rachel Silvera, *Un quart en moins : des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaires* (préface de Michelle Perrot), La Découverte, 2014.



### « La marchandise »...

### **tout est possible, mais a-t-on tout vu ?**

### **L'imagination du capitalisme est si fertile et sans limite**

**Dans son livre, Patric Jean découvre l'enfer ici-bas en côtoyant des femmes dans les pires situations de détresse. Que font-elles donc pour « s'en sortir » ? Prostitution...**

LA PROSTITUTION. Qui s'y « livre » ? à 90 % des femmes. Origine : pauvres, très souvent ayant subi des violences sexuelles dans leur enfance. Qui en sont les bénéficiaires, les « proximateurs », appelés aussi « clients » ? à 90 % (ou plus) des hommes. Ah, les glandes !

« On sait que la légalisation de la prostitution ne diminue pas le nombre de viols, au contraire. Si la femme est un objet, une marchandise à louer dans un bordel, n'est-ce pas un encouragement à la voler, donc à la violer ? Le rapport parlementaire français des députés Danielle Bousquet et Guy Geoffroy en donne des exemples : "Au Nevada, les comtés qui ont légalisé la prostitution connaissent un taux de viols de deux à cinq fois supérieurs aux autres" ... »

« Inscrire dans la loi que le corps des femmes est un objet de commerce ne peut que renforcer les stéréotypes de la domination. »

« ... Nous considérons au mieux comme une insulte de voir les torts que nous avons subis dans la prostitution normalisés en les rebaptisant "travail". » (Survivantes de la prostitution dans un bordel légal de Vancouver)

Faut-il pénaliser le « client » ? La Suède a choisi cette voie... pays en tête du classement mondial des pays où l'égalité est la plus grande entre femmes et hommes. Que faut-il en conclure ?

Le Planning familial en France n'a pas opté pour cette idée. C'est à mon avis, une erreur.

**Quand pour le Strass, travailler en usine ou se prostituer, c'est du pareil au même**

« L'acte sexuel, dans le cadre d'une transaction financière, ne peut se comparer à la vente de sa force de travail dans un contrat classique. On ne peut comparer l'acte d'une femme qui assemble des pièces détachées en atelier et celui d'une femme qui loue son vagin ou sa bouche. »

Louer son corps, ça n'est pas louer sa force de travail. « Mon corps m'appartient » est une ânerie – slogan que les féministes ont employé largement à propos de l'IVG –, car nous ne « possédons » pas notre corps, nous sommes ce corps.

Et encore : le mariage, n'est-ce pas aussi de la prostitution ? Eh oui, que n'a-t-on pas entendu, car « comment comparer la sexualité triste d'un couple qui ne se désire pas (ou plus) avec la vie d'une femme pénétrée chaque jour par des dizaines d'inconnus ? ».

« Pourquoi tant d'associations, de militants, de cinéastes derrière la cause des proxénètes ? Il faut bien l'appeler ainsi, car l'analyse montre que dans le cas d'une légalisation, les bénéfices économiques principaux seront pour eux et non pour les femmes qu'ils utilisent. [...] Tout se vend, tout s'achète, pourquoi pas le sexe ? L'effet "mode" semble jouer aussi et il est plutôt chic d'être du côté des "proxénètes" qui ont l'air plus branchés que leurs opposants... »

Si la sexualité humaine s'apprend, on est mal barré : la pornographie étant l'école de la sexualité d'aujourd'hui.

Évidemment, la prostitution représentant un chiffre d'affaires dans le monde supérieur à celui du commerce des armes, l'abolition et ou la pénalisation des



« clients » va trouver nombre d'opposants – des idiots utiles –, mais aussi bien sûr des pro-proxénètes, en un mot la mafia.

Enfin, un argument assez révoltant

du lobby « pro-proxénétisme » est celui des personnes handicapées. « Un jeune homme paraplégique m'a récemment offert la réponse lors d'un débat public. Assis dans sa chaise qu'il actionne du menton, il a déclaré : "Quel que soit mon handicap, jamais je n'humilierai une femme pour mon plaisir." » Et encore : « Je suis étonné de voir à quel point on ne s'intéresse à nous [un homme handicapé] que quand il faudrait nous masturber... »

Enfin, bien sûr, qu'attendre d'autre de l'anti-féministe « philosophe » Elisabeth Badinter : elle refuse l'abolition de la prostitution et nous parle de la « souffrance des hommes »...

Je vais terminer en citant les consignes de sécurité données aux prostituées (taux de mortalité 40 fois plus élevé que la moyenne au Canada) : « ... éviter de porter un foulard qui pourrait servir à étrangler ; avoir toujours un numéro d'urgence sur son portable, déposer ses affaires près de la porte de la chambre pour pouvoir fuir très rapidement, vérifier que le "client" est bien seul dans la pièce ou dans sa voiture ; inspecter les lieux pour repérer la meilleure façon de s'échapper... »

Qu'est-ce qu'on rigole !

SOLANGE

—  
Patric Jean, *Pas « client ». Plaidoyer masculin pour abolir la prostitution*, éd. Zéromacho, des hommes contre la prostitution et pour l'égalité, 2014, 113 p. 10 €. (Toutes les citations viennent de *Pas client*.)

## Au fabuleux Destin

café-spectacle à la p'tite semaine

rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson

du jeudi au samedi de 18 à 22 heures, spectacle à 20 heures trente



### août

**Samedi 1<sup>er</sup>** : *Trio Traverses* : concert.

**Jeudi 6** : *Maïon et Wenn* (deux nénettes, un DJ et un pet au casque...) : concert.

**Vendredi 7** : *Sac à malice* : scène ouverte.

**Samedi 8** : *Sébastien Willaert trio (bis)* : concert.

Sébastien Willaert, clavier. Alain Pollet, saxophone clarinette. Jean-Charles Dejoie, batterie.

**Jeudi 13** : *Bobines Rebelles* : projection courts-métrages.

Cette année, Bobines Rebelles s'est consacré au féminisme, dessinant une cartographie des féminismes, de la France au Kurdistan, des années 70 à nos jours où des Drags Kings côtoient des ouvrières en lutte, des musulmanes, des paysannes, des trans, des mères et des qui ne le sont pas, dans un questionnement des frontières. Nous proposons une soirée de courts métrages illustrant cette problématique.

**Vendredi 14** : *Par les temps qui courent* : spectacle en chansons. Avec Clélia Colonna, Jean-François Favreau, Marie-Geneviève L'Her et Raul Maïa.

**Samedi 15** : *SANDèk* : concert jazz.

**Mardi 18 et mercredi 19**, de 9h30 à 17h : Stage d'initiation à l'illustration naturaliste et botanique.

**Jeudi 20** : *Je vous livre ?...* : lecture, avec David Rougerie.

**Vendredi 21** : *Cathye* : concert.

**Samedi 22**, 19h : Vernissage de l'expo de peinture de Elgrad.

20h30 : *Violeta est passée par ici* : concert, Marie Crouzeix : flûte traversière, flûte quena, cajon, bombo. Julien Martin : voix. Daniel Perez : guitare, bombo, arrangements. Claudia Urrutia : voix, percussions.

**Dimanche 23** : *GÜZ II* : concert.

**Jeudi 27** : Réunion mensuelle des bénévoles du Fabuleux Destin.

**Vendredi 28** : *Louise et Mélody* : concert. Louise Le Creurer : piano, chant. Mélody Gruska : chant, flûte.

**Samedi 29** : *D'un même geste ou presque...* : improvisations musicale et graphique. Avec Nadia Léna Blue (machines électroniques) et Claire Baillet, peintre.

### septembre

**Jeudi 3** : *Sogolon, la femme buffle* : spectacle conte. Avec Nicolas T'hui à la voix et à la guitare.

**Vendredi 4** : *L'Hôtel des Chimères, Sève Duo* : concert.

**Samedi 5** : Jean-Claude Bray raconte *Le Livre de Thomas Gâgnepain* De Gabriel Nigond.

**Jeudi 10** : *Quand tu aimes il faut partir* : concert lecture sur les pas africains du poète Blaise Cendrars.

**Vendredi 11** : *Deux mains j'arrête* : concert.

**Samedi 12**, 10h-13h et 14h30-17h30, atelier couture, proposé par la Ressourcerie Court-Circuit.

20h30 : *La Pépée* : concert. Avec Pauline Floury : chant, accordéon. Olivier Perrin : guitare. Renaud Paillet : contrebasse. Jéranium : batterie et percussions.

**Mercredi 16**, 15h30 : *Bouts d'ficelles* : spectacle jeune public.

**Jeudi 17** : *Bobines Rebelles : Pot de thé, pot de fer*, de Claude Hirsch (2011, 70').

Les ouvriers de l'usine Fralib de Gémenos, groupe Unilever, sont en lutte contre la menace de fermeture pour délocalisation.

En 2014, au bout de 4 ans de lutte, les Fralibs ont obtenu un protocole d'accord, leur permettant de monter leur SCOP-TI, et de lancer leur gamme de produits.

Depuis 2011, Claude Hirsch a tourné de nouvelles images pour rendre compte de la situation actuelle des travailleurs et de l'usine : deux courts métrages seront projetés en complément.

**Vendredi 18** : *All'arrabbiata* : cabaret satirique. Avec : Renata Antonante, Olivier Marchepoil, Lucas Lemauff, Pablo Seban.

**Samedi 19**, 19h : Exposition des affiches de l'année.

20h30 : *Häxan : La sorcellerie à travers les âges*, film muet de Benjamin Christensen, 1922, 87'. Ciné-concert. Nadia Lena Blue, musique électronique.

**Mardi 22**, 18h30 : Café signe.

**Jeudi 24** : Réunion mensuelle des bénévoles du Fabuleux Destin.

**Vendredi 25** : Le bar est ouvert à partir de 18h.

**Samedi 26** : Soirée anniversaire.



## Les soirées du mois d'août à la Spouze

La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon

05 55 62 20 61

Spectacles tout public à 21h, participation libre.

Direction artistique Mélodie Le Bihan.

**Lundi 3** : *Récital de Berthold Brecht* avec Michel Parot et René Bourdet.

**Mercredi 5** : *Quel cirque !* avec Claquemuche (soirée en faveur du Népal).

**Jeudi 6** : *Duo de clowns* par Mélodie Le Bihan et Laura Ouaknine.

**Vendredi 7** : *Marc Bloch, historien et résistant*, par Daniel Dayen.

**Lundi 10** : *Poèmes de Jacques Prévert* avec Mélodie Le Bihan et René Bourdet.

**Jeudi 13** : *Et moi je joue de l'orgue de barbarie !* Chansons et poèmes de Prévert par Mélodie Le Bihan.

**Lundi 17** : La Celle-sous-Gouzon sous l'Occupation par René et Boris Bourdet.

**Jeudi 20** : *Ensemble Volta : ondes Martenot*, dans le cadre du festival Le bruit de la musique (billetterie).

**Lundi 24** : *Michel Zevaco, anarchiste et romancier populaire*, par Luce Roudier, lectures Franz B.

**Jeudi 27** : *Récital chansons de Prévert et Kosma*, par Isabelle Tourbier et René Bourdet.

**Lundi 31** : Antonin Artaud : *Lettres à Annie*, avec Martine Altenburger à la contrebasse.

## 24 - vous êtes cernés

### LE BRUIT DE LA MUSIQUE

Festival d'ouvrages sonores et artistiques  
Saint-Etienne-sur-Toul, Toul-Sainte-Croix, Creuse



20 > 22 août 2015  
web: [www.librairiechampetre.org](http://www.librairiechampetre.org)  
tel: 07 86 09 46 49

### Librairie champêtre Libertaire

Samedi 12 & dimanche 13  
Septembre 2015 de 10 à 19 h  
Château de Ligoure  
Le Vigen - 87



#### 6<sup>e</sup> Librairie libertaire

Samedi 12 septembre, on pourra écouter à 15 heures une tchatche d'Alain Kersauze sur la vasectomie, méthode de contraception masculine toujours d'actualité.

Puis à 17 heures, on nous causera de l'Habitat non ordinaire, dit HNO !

Et à 21 heures : L'Amour peintre de Molière (du théâtre, quoi !) par le TRAC.

Dimanche 13 : Thom Holterman nous parlera de l'Anarchisme au pays des provos, c'est-à-dire aux Pays-Bas.

Puis il y aura de la musique... Évidemment de nombreux éditeurs et une expo de Pierre-Valentin Berthier.

Et on trinquera à la mémoire de Gilbert Roth qui a lancé cette initiative.

Centre international de recherches sur l'anarchisme, 58, rue du Chinchauvaud, 87100 Limoges

Tél. 06 58 92 62 38 Courriel : [cira.limousin@free.fr](mailto:cira.limousin@free.fr)

### Où trouver Creuse-Citron ?

**Aubusson** : Librairie *La Licorne*, 42, Grande Rue  
*Au fabuleux destin café-spectacle*, rue Cerclier  
Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue  
*Presse d'Aubusson*, 31, Grande-Rue  
Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4 rue Vaveix  
**Bonnat (Malval)** : *Aux grenouilles*  
**Bourganeuf** : *Maison de la presse*  
**Boussac bourg** : *Ferme Chauveix*  
**Bussière-Dunoise** : Bar-coiffeur *Pignaut*  
**Chambon-sur-Voueize** : *Bar Aux deux pianos*  
**Champagnat / St-Domet** : Étang de la Naute  
**Colondannes** : *Auberge du prieuré*  
**Dun le Palestel** : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots

**Évaux-les-bains** : Bar-tabac *Le Rallye*  
Cinéma *Alpha*

**Eymoutiers** : Librairie *Passe-Temps*  
Ressourcerie *Le Monde allant vers*  
*Café des enfants*

**Felletin** : Bar-tabac *Le Troubadour*  
Ressourcerie *Court-circuit*

**Gargillesse-Dampierre** : *Auberge de la Chaumerette*

**Guéret** : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché

*Coop des champs*, rue de Lavilatte

*Bar de la poste*, rue Martinet

Librairie *Les Belles images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

*Solecobois*, 14, av. Fayolle

**La-Jonchère-St-Maurice** : *Le Radeau actif*

**La Souterraine** : *Le Panier du coin*

**Lépaud** : *Relais de Combraille*

**Limoges** : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte

*Undersounds*, 6, rue de Gorre

Espace *El Doggo*, 22, rue de la Loi

**Montluçon** : Librairie *Le Talon d'Achille*,

8, pl. Notre-Dame

**Royère-de-Vassivière** : Bar *L'Atelier*

**St-Loup** : Restaurant *Le P'tit loup*

**Sardent** : Bar *Chez Josiane* ; Épicerie *Vival*

**Sur le plateau et les marchés** : Épicerie itinérante

*Le Temps des cerises*

et sur <http://creuse-citron.revolublog.com>

### Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.



Courrier postal : Creuse-Citron  
BP 2 23 000 Sainte-Feyre  
Courriel : [creusecitron@free.fr](mailto:creusecitron@free.fr)

### Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 13

Numéro réalisé avec le logiciel libre  
SCRIBUS ([www.scribus.net](http://www.scribus.net))  
Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.